



Bulletin WRM
Mouvement Mondial pour les Forêts
Nro. 230 – Avril / Mai 2017

**Les communautés résistent à la consommation dévastatrice
impulsée par les grandes entreprises**



NOTRE OPINION

- **La consommation des entreprises : ce que les entreprises veulent cacher derrière leurs discours sur la durabilité** p. 2

LES COMMUNAUTÉS RÉSISTENT À LA CONSOMMATION DÉVASTATRICE IMPULSÉE PAR LES GRANDES ENTREPRISES

- **L'eau et la pâte à papier : La soif du Nord et la résistance du Sud** p. 5
- **Une demande fabriquée : les facteurs politiques derrière la croissance incessante de l'huile de palme** p. 9
- **La viande et le marché. La viande industrielle est imposée partout** p. 13
- **Le blanchiment du bois illégal : comment les bois tropicaux volés grâce à l'accaparement de terres se fraient un chemin vers les magasins de meubles** p.17
- **L'escroquerie des plantations de palmiers à huile 'écologiques' : le cas d'OLAM** p. 22
- **La lutte quotidienne des femmes kichwas de Sarayaku, en Équateur** p. 28



- **La résistance des Ngäbe et des Buglé maintient les industries extractives à l'extérieur de leurs territoires** p. 31
- **La résistance au contrôle de la production et de la consommation d'aliments** p. 34
- **La femme et le palmier à huile traditionnel : Une lutte pour la vie** p.39

LES ACTIONS EN COURS

- **Sauvez la péninsule d'Amipasindava à Madagascar!** p.44
- **Arrêtez l'extraction minière au Panama !** p.44
- **Le droit de résister aux accaparements de terre!** p.44
- **Les Philippines interdisent toute nouvelle mine de métaux à ciel ouvert** p.45
- **Le projet de compensation de biodiversité de Rio Tinto à Madagascar impose de sévères restrictions aux communautés locales** p.45
- **Que la Norvège cesse d'investir dans les plantations d'eucalyptus !** p.45

RECOMMANDATIONS

- **Implications sociales et environnementales de la construction de l'espace touristique** p.46
- **L'avancée des plantations forestières sur les territoires des agriculteurs du corridor de Nacala : l'affaire de Green Resources au Mozambique** p.46
- **Portucel : le processus d'accès à la terre et les droits des communautés du Mozambique** p.47
- **Un panorama des investissements à grande échelle dans la région du Mékong** p.47

NOTRE OPINION





La consommation des entreprises : ce que les entreprises veulent cacher derrière leurs discours sur la durabilité

Nous savons déjà que le taux excessif de consommation individuelle qui découle du système économique capitaliste entraîne la destruction de territoires, de sources d'eau, de forêts et des moyens d'existence de millions de personnes, surtout dans les pays du Sud. On imagine souvent que c'est la surconsommation individuelle qui est à l'origine d'une telle destruction. Cependant, dans ce bulletin nous ne parlons pas de la consommation de chacun, bien qu'elle soit importante. En revanche, nous nous demandons ce qu'il y a derrière les processus de production industriels. En cherchant à répondre à cette question nous constatons qu'il existe un autre type de consommation, qui est **massive et destructrice : la consommation des grandes entreprises**. Le système économique capitaliste rend obligatoire cette consommation systématique. En raison de ses effets, les grandes entreprises essaient de le cacher derrière un engrenage de publicité et de relations publiques. Cette consommation industrielle s'avère aussi très importante pour l'accumulation de capital.

Ainsi, l'un des articles du bulletin parle des entreprises qui produisent et exportent de la cellulose dans l'État d'Espírito Santo, au Brésil. En plus d'établir des millions d'hectares de plantations d'eucalyptus dans les forêts et les territoires communautaires, elles **accaparent l'eau** de toute la région pour alimenter leurs usines et industries associées, ce qui a de graves répercussions sur la société et l'environnement. Deux autres articles nous apprennent comment **les politiques publiques peuvent faciliter le rôle dominant de la consommation des entreprises**. L'un d'eux traite de l'industrie de la viande, une cause importante de **déboisement et d'accaparement de terres**, qui a influé sur les politiques de subvention et sur les accords commerciaux de façon à faire augmenter la consommation de viande à l'échelon mondial. L'autre article parle de la politique européenne en matière de biocarburants en tant que moteur de la consommation d'huile de palme dans la région, laquelle entraîne **la destruction des forêts tropicales** à une échelle alarmante.

Face à la consommation incessante et à la destruction provoquée par les entreprises, les communautés concernées et des réseaux internationaux ont mis en lumière et dénoncé publiquement cette situation, ainsi que leurs efforts de résistance. Vu que la mauvaise publicité peut se répercuter sur les ventes et éloigner les investisseurs et les bailleurs de fonds, les entreprises et leurs alliés ont été obligés de réagir.

À l'heure actuelle, les entreprises les plus destructrices, accompagnées des grandes ONG de la conservation, peuvent obtenir des 'labels verts' ou financer des projets de 'compensation' qui, en théorie, remplacent la biodiversité perdue ou neutralisent la pollution. Les grandes entreprises dépensent chaque année des milliards de dollars en campagnes publicitaires, en relations publiques et en activités de lobbying, et la stratégie à la mode consiste à vendre l'idée que la production et la consommation industrielles sont 'durables' ou 'écologiques'.

Dans ce sens, un article centré sur l'entreprise de plantation de palmiers OLAM International montre, entre autres choses, que **les systèmes de certification favorisent surtout les entreprises** et renforcent la tendance à la consommation incessante. Un



autre article, qui porte sur le trafic de bois illégal en Papouasie-Nouvelle-Guinée, met l'accent sur le fait que, malgré les réglementations en place, le bois illégal – qui comporte la criminalisation et le dépouillement des peuples des forêts – parvient quand même aux marchés des États-Unis, du Japon ou de l'Union européenne.

Devant cette tendance à présenter les pollueurs comme des entreprises 'vertes', les peuples continuent d'y résister avec force. Dans ce bulletin nous présentons quatre exemples de résistance qui rendent visible et dénoncent la destruction provoquée par les processus industriels de production et de consommation : les peuples indigènes ngäbe-buglé du Panama, qui ont réussi à **faire interdire toute activité minière et hydroélectrique** sur leur territoire ; le peuple indigène de Sarayaku dans l'Amazonie équatorienne, et surtout ses femmes, qui luttent depuis plus de 15 ans **contre l'exploitation de pétrole** dans leurs forêts ; la lutte permanente du Mouvement des petits agriculteurs du Brésil, qui affirme que « **la production, la commercialisation et la consommation d'aliments sains sont des actes politiques de profond affrontement de l'ordre**, une attaque directe à la logique agroalimentaire impulsée par le capitalisme » ; et **l'organisation de plus en plus poussée des femmes** du Cameroun face aux plantations industrielles de palmiers à huile et aux conséquences dévastatrices qu'elles ont sur elles en particulier.

La logique de l'économie capitaliste est fondée sur l'accumulation permanente de richesses pour quelques-uns, laquelle implique une production et une consommation persistantes. Les nouvelles stratégies qui consistent à doter les grandes entreprises de 'labels verts' ou à parler de leur durabilité ne font qu'affermir ce système basé sur l'extraction, en faisant croire aux consommateurs que la destruction est 'compensée' ou qu'un projet destructeur peut être quand même 'durable'.

Une manière de montrer notre solidarité à l'égard des nombreuses résistances locales est d'affronter directement le système économique capitaliste en refusant, en dénonçant et en exposant les diverses stratégies des entreprises qui essaient de cacher l'extraction, la pollution et la destruction permanentes dont elles sont responsables.

Bonne lecture !



LES COMMUNAUTÉS RÉSISTENT À LA CONSOMMATION DÉVASTATRICE IMPULSÉE PAR LES GRANDES ENTREPRISES



L'eau et la pâte à papier : La soif du Nord et la résistance du Sud

Il y a une cinquantaine d'années, les premières plantations d'eucalyptus à croissance rapide d'Aracruz Celulose, aujourd'hui Fibria, ont commencé à remplacer la forêt atlantique originelle dans le nord de l'État d'Espírito Santo, au Brésil (1). Il y a quarante ans, le complexe industriel de fabrication de pâte à papier de Fibria s'est installé au-dessus du village principal des Tupiniquim (Macacos), à Barra do Riacho, commune d'Aracruz. Aujourd'hui, en 2017, la sécheresse sévit sur les peuples et les familles qui résistent, et la pollution est utilisée comme une arme politique pour exproprier leur territoire.

Pour tous les habitants de la région, l'accès à l'eau comporte un sacrifice et un défi. Le rationnement de l'eau est permanent. Sa qualité est toujours critiquée par les habitants de la région, aussi bien par ceux des territoires indigènes ou par les membres d'autres peuples traditionnels comme les *quilombolas* (descendants d'esclaves), que par les riverains, les paysans et les pêcheurs, et par les habitants de la périphérie des quartiers urbains où se trouvent les installations industrielles et portuaires.

Du fait qu'elle dépend des prouesses de l'agrochimie pour compenser son instabilité structurelle, la monoculture de l'eucalyptus à grande échelle éveille la crainte et la méfiance des habitants des alentours. Pour leur propre sécurité, ils évitent dans la mesure du possible de boire l'eau des puits et des ruisseaux qui survivent à la sécheresse. Ils sont témoins de l'exécution de plans de gestion qui impliquent l'application intensive et quotidienne d'herbicides, d'insecticides, de fongicides et d'engrais, et de la pollution qui atteint les travailleurs sous-traités et les animaux. Dans les zones industrielles, la production et l'exportation de pâte à papier accaparent l'eau de toute la région, afin d'approvisionner les trois usines et les industries associées



(chlore, peroxyde, etc.) qui absorbent un volume équivalent à la consommation de toute la région métropolitaine de Vitória, la capitale (1,9 million d'habitants – IBGE, 2016).

Depuis la fin des années 1960, dans les communes de Conceição da Barra, São Mateus, Linhares et Aracruz, la monoculture de l'eucalyptus (qui occupe une bonne partie de ces communes) et le complexe portuaire de l'industrie de la pâte à papier soumettent les fleuves et les ruisseaux, les sources, les lacs et les mers aux exigences de la soif de consommation du Nord. Les résultats et les effets tragiques sont évidents à Espírito Santo : la sécheresse croissante du climat, l'épuisement et la pollution de l'eau, la soif de la nature et des personnes. Malgré l'augmentation des exportations vers les États-Unis et la Chine, le marché européen reste fondamental pour les bénéfices de Fibria Celulose et pour financer sa guerre de l'eau.

Dans le Nord, la soif et la pollution dominantes sont de nature existentielle. Il s'agit de la manipulation, de l'asservissement et de l'uniformisation des désirs. Les gens ont soif de davantage de papier hygiénique, de davantage d'emballages pour les articles de consommation, sur lesquels on peut apposer le label du FSC qui les rend 'écologiques' (2). Dans le Nord, où les mentalités sont éduquées et disciplinées pour atteindre des taux de consommation démentiels, la soi-disant 'économie verte' donne la possibilité d'échapper à l'ennui et au nihilisme de l'ancien monde. Ces gens-là croient qu'il y aura toujours de l'eau dans des bouteilles jetables.

Mais dans le Sud tropical c'est le contraire qui arrive. La résistance ne croit pas que le développement comme soit le chemin du bien vivre, et elle est pleine d'aspirations : elle veut réviser et réinventer le destin historique, elle veut créer et essayer de nouvelles technologies de transition pour après l'eucalyptus, elle veut dénoncer les violations des droits de l'homme et de la nature, elle veut protéger et soigner l'eau et la vie, parce qu'elle ne peut pas passer à côté de cette planète qui est la sienne, même si elle est injustement partagée avec le Nord. Une contreculture anticapitaliste s'accroche à la protection de l'eau et du climat, menacée par les accords internationaux, par les sociétés financières, économiques, technologiques, et par les politiques de développement de style européen. Assurément, ce n'est pas pour les peuples du Sud qu'on a inventé l'économie verte.

C'est ce qui se passe, par exemple, dans les territoires *quilombolas* de Sapê do Norte d'Espírito Santo. Entourées de vastes plantations d'eucalyptus et de puits de pétrole et de gaz, trente-trois communautés *quilombolas* sont témoins de la disparition et de la pollution de leurs ruisseaux et leurs sources, de leurs forêts et leurs semences, du gibier et du poisson. En 2015, tandis que le gouvernement décrétait l'état d'urgence en raison de la sécheresse catastrophique qui se prolongeait depuis des mois et de la crise hydrique généralisée, les entreprises partenaires de Fibria (Plantar et Emflora, entre autres) avec des camions-citernes puisaient le peu d'eau qui restait dans le fleuve São Domingos pour arroser leurs plantations récentes d'eucalyptus. Pendant ce temps, dans le *quilombo* de Linharinho, ceux qui dépendaient de l'eau du fleuve ne pouvaient pas arroser les potagers ni les micro-systèmes agro-sylvicoles qui leur fournissent des aliments et des revenus et qui protègent la végétation riveraine de l'invasion criminelle des eucalyptus. Pendant la sécheresse de 2015, la famille de Sapezeiro et Joice, de la Commission *quilombola* de Sapê do Norte, n'avait même pas d'eau pour laver le linge des enfants, pour se baigner ou pour abreuver les animaux, comme ils l'ont dénoncé à l'assemblée du CONSEA (Conseil de sécurité alimentaire de l'État), au gouvernement



de l'État et au Ministère public fédéral. Pour la communauté *quilombola* d'Angelim do Meio, située sur le bord du fleuve Angelim, à Conceição da Barra, depuis l'arrivée des plantations d'eucalyptus et de canne à sucre qui l'entourent aujourd'hui l'utilisation de l'eau du fleuve est devenue impossible, tellement elle est polluée par les produits chimiques agricoles et par les déversements permanents des industries de l'alcool et du sucre qui se sont installées à l'extrême nord d'Espírito Santo. Bien qu'elle ait été dénoncée dès 2014 dans des rapports qui font état de la violation du droit à une alimentation appropriée, au CONSEA, à Brasilia et en Espírito Santo, la situation à Angelim do Meio reste grave aujourd'hui encore, en 2017. Il s'agit d'un crime social et environnemental qui n'a pas encore été réparé comme il faut car, bien que la communauté ait réussi à obtenir un réservoir d'eau, elle dépend toujours des camions-citernes, ceux de la municipalité ou ceux des plantations d'eucalyptus ou de canne à sucre qui viennent l'approvisionner.

Dans les communautés riveraines et celles de pêcheurs artisanaux de Linhares, les problèmes de sécheresse et de pollution sont les mêmes. Le Doce, fleuve principal de l'État d'Espírito Santo, n'arrivait déjà plus à l'Atlantique à son embouchure entre les communes de Regência et de Provoação, peu avant le crime écologique le plus grave de l'histoire du Brésil : fin 2015, la société minière Samarco (propriété de BHP et de Vale) y a déversé 40 millions de litres de boues toxiques. Une fois de plus, l'état d'urgence a été déclaré. Depuis 2016, des centaines de riverains, de pêcheurs artisanaux, de paysans et de travailleurs ruraux sans terre sont obligés de se déplacer vers d'autres régions des alentours, moins polluées, où ils occupent des terres que Fibria et Petrobras leur disputent. L'État, les grandes entreprises, la presse locale et l'unité de conservation les criminalisent, eux, qui n'ont même pas reçu de réparation pour les crimes écologiques successifs de Samarco, de Fibria et de Petrobras !

En 2002, lorsque Fibria a inauguré sa troisième usine de pâte dans la commune de Barra do Riacho, à Aracruz, l'entreprise s'est aperçue que la région était au bord de la catastrophe hydrique. Elle a compris aussi que, pour ses projets d'expansion, elle devrait se procurer de l'eau encore plus loin de l'usine.

Construit et inauguré à la va-vite, avec un permis environnemental des plus suspects, fortement critiqué par les mouvements sociaux, par les organisations de la société civile, par des avocats, des techniciens et des chercheurs, le canal Caboclo Bernardo a commencé à amener vers l'entreprise les eaux du fleuve Doce, en reliant entre eux plusieurs bassins hydrologiques secondaires.

À l'époque, l'entreprise et les autorités ont justifié le canal en prétextant qu'il allait desservir les habitants de Barra do Riacho et de Vila do Riacho, deux communes situées à proximité des usines de cellulose et du port. Quelle farce ! Quinze ans plus tard, aux mêmes endroits, l'eau est constamment rationnée et la population ne peut pas consommer l'eau saline et polluée du canal.

Même dans les usines de pâte à papier, l'eau polluée du fleuve Doce ne peut être utilisée sans y ajouter auparavant un cocktail chimique qui la rend appropriée aux normes des machines, d'après les renseignements fournis par des travailleurs de ce complexe industriel. En outre, en 2016 les riverains, les pêcheurs, les travailleurs sans terre et les autorités de Barra do Riacho et de Vila do Riacho ont été témoins de la mort massive de poissons dans le canal Caboclo Bernardo.



Pour essayer de s'adapter à l'effondrement des ressources hydriques, l'entreprise a commencé à creuser des puits géants, très profonds et très larges, dans le site de son usine, au détriment des réserves qui pourraient approvisionner la population en eau. Les leaders indigènes du village tupiniquim de Pau Brasil, les habitants et les pêcheurs de Barra do Riacho craignent que cela n'aggrave l'assèchement de leurs fleuves et ruisseaux.

Le fait que le complexe agro-industriel de la cellulose ait monopolisé l'eau a eu de graves répercussions environnementales et sociales dans tout le nord de l'État d'Espírito Santo. Pour contenir un vaste environnement rebelle, l'entreprise fait appel à des services de sécurité, ce qui aggrave encore plus les conflits. Sa politique de responsabilité sociale consiste à alterner les menaces violentes d'expulsion et la manipulation de conflits entre les communautés et même au sein d'une même communauté. En une version actualisée de la malédiction écologique qu'a été Aracruz Celulose, Fibria confirme les prévisions du naturaliste Augusto Ruschi qui, déjà dans les années 1960-1970, avait forgé le terme « désert vert » pour désigner les plantations d'eucalyptus.

Tandis que le Nord continue de consommer sans frein du papier, partout dans l'État d'Espírito Santo les peuples mettent en œuvre des stratégies de résistance, de défense de leurs territoires et de protection de l'eau. Ils reprennent des territoires traditionnels, ils transforment les plantations d'eucalyptus en cultures vivrières agro-écologiques, ils reprennent les zones riveraines envahies par la monoculture pour y implanter des systèmes agro-sylvicoles, ils surveillent et dénoncent les violations des droits de l'homme et de la nature, ils apprennent des techniques pour mieux s'adapter à la sécheresse, ils font face à la violence de la police privée et militaire, ils installent des campements. Ils ont survécu pendant les 50 premières années. Ils seront là après que l'entreprise aura fermé sa première usine par manque d'eau.

Marcelo Calazans, marcelo.fase [at] gmail.com
Sociologue et éducateur de FASE Espírito Santo, Brésil

(1) Vous trouverez davantage d'information sur l'opposition à Aracruz Celulose / Fibria à l'adresse : <http://wrm.org.uy/pt/?s=Fibria+Aracruz>

(2) Pour davantage d'information sur les systèmes de certification des plantations industrielles d'arbres veuillez visiter : <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/certification/>



Une demande fabriquée : les facteurs politiques derrière la croissance incessante de l'huile de palme

En Indonésie, premier producteur d'huile de palme du monde, les plantations de palmiers à huile se sont multipliées par dix entre 1985 et 2006-2006, jusqu'à atteindre 6,4 millions d'hectares. Depuis, cette superficie a encore doublé (13,5 millions d'hectares) et continue d'augmenter d'un demi million d'hectares par an. Au plan mondial, les plantations de palmiers à huile couvrent maintenant une superficie supérieure à celle de la Nouvelle-Zélande [1], et sont en train de se développer considérablement dans les tropiques : aux Philippines, au Cameroun, en République démocratique du Congo, en République du Congo, au Pérou, en Colombie, en Équateur, au Brésil, au Honduras et au Guatemala.

L'huile de palme étant l'huile végétale la moins chère de celles qui sont commercialisées dans le monde [2], la variation des prix n'a pas d'incidence sur la demande, contrairement à ce qui arrive aux petits producteurs d'huile de palme qui risquent de perdre leurs moyens d'existence quand les prix s'effondrent. Les entreprises de plantation et les négociants sont sûrs que la consommation mondiale d'huile de palme va continuer d'augmenter, et rien n'indique qu'ils n'aient pas raison. Cependant, l'industrie de l'huile de palme ne s'est pas contentée de répondre à la demande de ses produits : elle a contribué à fabriquer une augmentation incessante de cette demande, en étroite collaboration avec les gouvernements et d'autres acteurs politiques.

Ces derniers temps, le palmier à huile a connu un développement record qui est en corrélation avec le développement massif de la consommation d'agrocultures de l'UE. Les politiques de l'UE en matière d'agrocultures ont été accusées, avec raison, d'avoir été le moteur du boom destructeur de l'huile de palme dans les tropiques ; cependant, les moyens par lesquels les agrocultures sont la cause de la croissance des plantations de palmiers à huile sont complexes. À leurs répercussions viennent s'ajouter celles des politiques nationales à ce sujet, surtout celles de l'Indonésie, et les politiques actuelles libre-échangistes et favorables à l'agro-industrie qui détruisent la souveraineté alimentaire en Inde, en Chine et ailleurs.

Voyons d'abord le rôle des politiques européennes. L'UE a longtemps été le leader mondial de la production d'agrodiesel, fabriqué majoritairement avec des huiles végétales. En 1997, l'UE en a produit près de 475 000 tonnes, surtout à base d'huile de colza fabriquée en Allemagne. En 2010, la production d'agrodiesel de l'UE est montée



à 9,5 millions de tonnes, et en 2016 à environ 13,7 millions de tonnes [3]. Cette augmentation ne peut être attribuée qu'aux subventions et aux objectifs fixés : le premier objectif volontaire en matière de biocombustibles a été introduit en 2003 ; en 2005, un Plan d'action pour la biomasse a été approuvé, et en 2009, l'UE a approuvé la Directive sur les énergies renouvelables qui fixe à 10 pour cent la part de biocarburants à atteindre en 2020, et à 20 pour cent la part de l'ensemble des énergies de sources renouvelables, dont deux tiers ont déjà été atteints grâce à la bioénergie, celle-ci incluant le bois et les biocombustibles comme ceux que l'on fait avec de l'huile de palme. Sans les objectifs obligatoires et les subventions, le marché des biocombustibles de l'UE s'effondrerait.

Ces politiques de l'UE ont été le résultat des pressions concertées de groupes aux intérêts convergents, allant des grands agriculteurs européens aux fabricants d'automobiles (qui ont adopté les agrocarburants pour éviter des normes d'efficacité plus strictes pour les voitures), en passant par les entreprises pétrolières qui investissent dans les agrocarburants, et par l'agro-industrie.

Entre 2000 et 2006, les importations d'huile de palme de l'UE ont doublé, et ce pour deux raisons. La première, et la plus importante, est que l'UE était en train de consommer tant d'huile de colza comme agrodiesel, qu'après avoir été un exportateur net elle est devenue un importateur net d'huile végétale. De ce fait, l'industrie alimentaire a remplacé l'huile de colza par l'huile de palme. En 2006, cette dernière ne représentait qu'un pourcentage négligeable (1 %) de l'agrodiesel européen [5]. Elle avait beau être meilleur marché que les autres huiles végétales, elle n'était pas appréciée comme matière première de l'agrodiesel, parce que cette huile et l'agrodiesel qu'on en tirait se solidifiaient aux températures de l'hiver européen, ce qui est mauvais pour les moteurs des voitures. Deuxièmement, l'huile de palme était en train de devenir une source 'renouvelable' de chaleur et d'électricité très en vogue. En 2007, l'Allemagne a brûlé 57 pour cent de ses importations d'huile de palme, soit presque un million de tonnes, dans des centrales de cogénération de chaleur et d'électricité [6], et les centrales néerlandaises combinées en brûlaient également de grands volumes. Mais à la suite d'un pic dans les prix de l'huile de palme en 2008, et des réformes obtenues en matière de subventions par les campagnes menées par des ONG et des activistes, ce débouché pour l'huile de palme s'est effondré dans les deux pays.

En 2015, près de 650 000 tonnes d'huile de palme étaient encore brûlées dans des centrales de cogénération [7], dont la plupart étaient probablement en Italie, mais les transports en consommaient bien davantage comme agrocarburant. La même année, 3,35 millions de tonnes d'huile de palme ont été utilisés dans les voitures, et 54 pour cent (4 millions de tonnes) de toutes les importations d'huile de palme de l'UE ont été transformés en biocombustibles pour produire de la chaleur et de l'électricité. Ces chiffres sont la preuve concluante que les normes de durabilité de l'UE concernant les biocombustibles n'ont eu aucun effet sur les sources de biocombustibles ni sur le déboisement dû à l'huile de palme : celle-ci vient presque entièrement du Sud-Est de l'Asie, où elle a été la cause principale de la destruction accélérée des forêts tropicales et des émissions produites en asséchant et en brûlant les tourbières, surtout en Indonésie. D'autre part, comme le montrent les tendances antérieures, que l'UE brûle de l'huile de palme ou de l'huile de colza dans les voitures ne change par grand-chose : dans les deux cas, le résultat est l'expansion du palmier à huile, que ce soit de façon directe ou indirecte.



Une raison clé de la popularité croissante de l'huile de palme chez les producteurs européens d'agrocarburants réside dans les 'progrès techniques'. En effet, en 2007, la société pétrolière finlandaise Neste Oil a ouvert la première raffinerie du monde à produire un nouveau type d'agrocarburant à partir de la même matière première de l'agrodiesel : l'huile végétale hydrotraitée (HVO). Elle est produite dans des raffineries d'huile, le diesel HVO est interchangeable avec le diesel de pétrole, et il résout le problème de la solidification en hiver. En 2011, Neste Oil avait déjà ouvert trois grandes raffineries de HVO, qui utilisaient surtout de l'huile de palme. Depuis, elle affirme qu'elle a remplacé, dans la production de HVO, la plupart de l'huile de palme brute par des 'déchets et résidus'. Or, une part non révélée de ces 'résidus' est faite avec de l'huile de palme brute, que plusieurs pays, dont la Suède et l'Allemagne, classent à juste titre comme de l'huile de palme vierge [8]. Au moins trois autres sociétés pétrolières européennes, ENI, Repsol et Total, sont en train d'accélérer la production de HVO d'huile de palme. Galp Energia, qui possède des plantations de palmiers à huile au Brésil, est en train d'augmenter elle aussi sa capacité de raffinage de HVO. Ce qui est préoccupant, c'est que la technologie HVO est la seule qui soit commercialement viable pour les agrocarburants d'aviation [9]. La poussée actuelle de l'industrie aéronautique et de l'agence spécialisée de l'ONU, l'ICAO, pour les agrocarburants d'aviation pourrait ainsi créer un nouveau marché pour l'huile de palme, bien que les compagnies aériennes aient pris soin jusqu'ici d'éviter l'huile de palme par crainte de la mauvaise publicité.

En théorie, la demande européenne d'huile végétale vierge pour la fabrication d'agrocarburants devrait finir par se stabiliser ou même par diminuer : en 2015, l'UE a décidé de plafonner à 7 pour cent la part des agrocarburants dans tous les carburants pour le transport. Ceci dépasse encore de beaucoup la consommation actuelle d'agrocarburants, mais la Commission européenne a proposé de baisser graduellement ce plafond jusqu'à 3,5 pour cent d'ici à 2030, malgré les fortes pressions que vont exercer contre cette mesure l'industrie des agrocarburants, et sans doute aussi celle de l'huile de palme [10].

En 2016, l'UE a été dépassée pour la première fois par l'Indonésie comme premier consommateur de carburant d'huile de palme. Grâce à une subvention de l'agrodiesel approuvée en 2015, les voitures indonésiennes ont consommé 6,3 millions de tonnes d'huile de palme [12]. Ainsi, l'Indonésie et l'UE prises ensemble brûlent par an environ 10,2 millions de tonnes d'huile de palme sous la forme d'agrocarburants, et quelques autres pays, comme la Malaisie [13], ont commencé eux aussi à en utiliser mais en quantités plus faibles. Tout compte fait, près de 15 pour cent de la production annuelle mondiale d'huile de palme, qui est de 71,44 millions de tonnes, sont brûlés comme carburants [14].

Il est rare que les plantations de palmiers à huile soient destinées à un usage final déterminé [15]. Si elles attirent les grands investisseurs, c'est parce qu'elles offrent beaucoup de marchés et d'usages interchangeables, aussi bien pour l'huile de palme (utilisée pour fabriquer des aliments, des savons, des produits oléo-chimiques et des cosmétiques, et comme combustible) que pour ses sous-produits (utilisés comme combustible ou comme nourriture pour animaux).

Bien que la demande mondiale d'huiles végétales pour la fabrication d'agrocarburants soit celle qui croît le plus vite [16], la plupart de ces huiles, l'huile de palme comprise,



est toujours consommée par le secteur alimentaire. Un tiers de l'huile de palme du monde débarque en Inde, en Chine et au Pakistan. Les importations d'huiles végétales de l'Inde sont passées de 100 000 tonnes par an vers le milieu des années 1990 à 15 millions de tonnes aujourd'hui, dont deux tiers correspondent à l'huile de palme [17]. Tel a été le résultat direct de l'adhésion de l'Inde à l'OMC et de la 'libéralisation' de son marché de l'huile comestible dans les années 1990, ainsi que des accords de libre-échange comme celui de l'Inde avec l'ASEAN qui est entré en vigueur en 2003. Sous les pressions, d'abord de la Banque mondiale et ensuite des pays de l'ASEAN qui possédaient de forts lobbys dans le secteur de l'huile de palme, l'Inde a éliminé toutes les mesures de protection pour les millions de petits agriculteurs qui comptaient sur la culture de diverses plantes oléagineuses nationales, tandis que les négociants en huile de palme et de soja se sont apprêtés à inonder le marché indien d'huiles bon marché [18]. Quand aux importations chinoises d'huile de palme, elles aussi datent de l'époque où le pays a rejoint l'OMC et a signé ensuite un accord de libre-échange avec l'ASEAN. L'Office malais de l'huile de palme a attribué à l'accord avec l'ASEAN l'augmentation de 34 pour cent des importations d'huile de palme entre 2005 et 2010, et il a attribué à l'accord de libre-échange entre la Malaisie et le Pakistan le fait que les importations d'huile de palme de ce dernier aient doublé entre 2007 et 2010 [19]. Des développements semblables ont lieu également dans d'autres pays du Sud, où la souveraineté alimentaire, y compris dans le domaine des huiles comestibles, est systématiquement sapée par des politiques commerciales qui favorisent les intérêts du secteur agro-industriel dont fait partie l'industrie de l'huile de palme.

Aucune recherche approfondie n'a été menée à ce jour sur les pressions exercées par cette industrie et sur le rôle qu'elle a joué dans l'élaboration des nombreuses politiques qui, ensemble, ont facilité la croissance énorme et apparemment sans fin de l'huile de palme. Il semble évident qu'une analyse de ce genre serait vraiment utile.

Almuth Ernsting, almuthbernstinguk [at] yahoo.co.uk
Biofuel Watch UK, <http://www.biofuelwatch.org.uk/>

[1] Environ 27 millions d'hectares. Voir le rapport *Green Gold Biodiesel* de Watch Indonesia! : biofuelwatch.org.uk/2007/green-gold-biodiesel-players-in-indonesia/, et le document d'information *Sustainable Disaster* : burness.com/wp-content/uploads/2016/04/Indonesia-Palm-Oil-Brief.pdf.

[2] Le prix de l'huile de soja des États-Unis (mais non celui de l'huile de soja en général) a été plus bas que celui de l'huile de palme pendant quelques brèves périodes : apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/oilseeds.pdf.

[3] Voir le rapport *A Foreseeable Disaster*, tni.org/files/download/hotl-agrofuels.pdf, et le rapport 2016 de GAIN sur l'UE, gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Biofuels%20Annual_The%20Hague_EU-28_6-29-2016.pdf (les chiffres pour 2013 et 2016 incluent aussi l'HVO).

[4] *Worst EU Lobby Awards*, v3.ephia.org/spip.php?article3251.

[5] FAO, 2006, *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus* : s3.amazonaws.com/zanran_storage/www.rlc.fao.org/ContentPages/15778750.pdf.

[6] Rettet den Regenwald e.V. 2010, EEG Motor der Regenwaldzerstörung, regenwald.org/files/de/PM-RdR-Palmoel-BHKW-21-1-10.pdf.

[7] Transport and Environment, 2016, *Europe keeps burning more palm oil in its diesel cars and trucks*,



transportenvironment.org/sites/te/files/2016_11_Briefing_Palm_oil_use_continues_to_grow.pdf.

[8] Voir le rapport *Palm Fatty Acid Distillate in Biofuels*, blogg.zero.no/wp-content/uploads/2016/03/Palm-Fatty-Acid-Distillate-in-biofuels.-ZERO-and-Rainforest-Foundation-Norway.pdf (depuis, la Norvège a adopté la définition de la Suède).

[9] Voir *The high-flown fantasy of aviation biofuels*, thebiomassmonitor.org/2016/09/05/opinion-the-high-flown-fantasy-of-aviation-biofuels/.

[10] Politique et législation européennes en matière de biocarburants : biofuelstp.eu/biofuels-legislation.html et http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=consil%3AST_15120_2016_INIT.

[11] HLPE Report, *Price volatility and food security*, fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE-price-volatility-and-food-security-report-July-2011.pdf.

[12] Reuters, 2016, *Palm oil demand from Indonesia biodiesel sector to surge by 2020*, reuters.com/article/palmoil-outlook-biodiesel-idUSL4N1DQ1DI.

[13] Voir un rapport de GAIN de 2016 sur la Malaisie, gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Biofuels%20Annual_Kuala%20Lumpur_Malaysia_7-27-2016.pdf.

[14] USDA, *Oilseeds: World Markets and Trade*, apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/oilseeds.pdf. Le chiffre pour 2016/2017 inclut l'huile de palme brute et l'huile de palmiste.

[15] Voir le rapport *A Foreseeable Disaster*, tni.org/files/download/hotl-agrofuels.pdf.

[16] Markets and Markets, 2017, *Global Vegetable Oil Market*,

<http://www.marketsandmarkets.com/PressReleases/oil.asp>.

[17] *Index Mundi*, indexmundi.com/agriculture/?commodity=palm-oil&graph=imports, et Business Line, 2017, *Vegetable oil imports projected at 150 lakh tonnes in 2016-17*, thehindubusinessline.com/economy/agri-business/oil/article9349762.ece.

[18] Voir *Trade Liberalization's Impact on Edible Oil Sector in India*, siccfm.blogspot.co.uk/2012/01/trade-liberalization-and-impact-on.html.

[19] GRAIN, Une huile bon marché : <https://www.grain.org/fr/article/entries/5005-une-huile-bon-marche>.





La viande et le marché. La viande industrielle est imposée partout.

La consommation de viande monte en flèche dans le monde et, d'après des études récentes, si la tendance actuelle se maintient elle augmentera encore de 76 % d'ici à 2050. Médecins et scientifiques nous préviennent depuis longtemps que la consommation excessive de viande est mauvaise pour la santé et qu'elle est associée à plusieurs types de cancer, à des maladies du cœur et à d'autres problèmes encore. L'élevage industriel étant responsable d'une bonne part du déboisement mondial, il est également mauvais pour l'environnement. En plus, il porte atteinte au climat. La FAO a calculé que, de nos jours, la production de viande – en particulier celle de type industriel – provoque à elle seule plus d'émissions de gaz à effet de serre que tous les transports du monde pris ensemble. En revanche, si tous les gros mangeurs de viande industrielle se limitaient à consommer le volume de viande recommandé par l'Organisation mondiale de la santé, le monde pourrait réduire de 40 % les émissions actuelles de gaz à effet de serre.

Donc, pourquoi la consommation de viande est-elle en train de dépasser de tant les taux recommandés pour la santé et l'environnement ? L'explication la plus courante est que les classes moyennes, devenues plus nombreuses dans beaucoup de pays récemment industrialisés, ont maintenant les moyens de manger davantage de viande et sautent donc sur l'occasion. En effet, l'augmentation projetée de la consommation de viande est particulièrement forte en Chine, au Brésil, en Inde et dans d'autres pays de leurs régions. Or, cela n'explique pas tout.

Les élevages intensifs sont le secteur de la production de viande et de lait qui croît le plus rapidement. Ils sont responsables de 80 pour cent de la croissance du secteur de la viande et des produits laitiers au niveau mondial au cours des dernières années. Ceci est particulièrement vrai pour les porcs et la volaille, dont l'élevage industriel s'est développé à une vitesse folle. La production industrielle de viande est devenue le facteur déterminant de l'augmentation de la consommation, car elle s'appuie sur une production fortement concentrée de surplus de viande bon marché qui sont commercialisés sur le marché international.

Le soutien du marché de la viande industrielle

Comment la viande industrielle peut-elle être produite à si bon compte et se développer si vite dans le monde ? Un moyen employé de façon systématique pour maximiser le rendement tout en minimisant le coût consiste à accroître la densité des élevages. En outre, au moins trois facteurs structurels clés entrent en jeu : les grandes entreprises font du lobbying contre toute réglementation de leur secteur, la viande industrielle est fortement subventionnée, et les accords commerciaux favorisent l'arrivée massive de la viande industrielle sur le marché mondial.

Quand l'Allemagne a rédigé la version préliminaire d'un plan pour réduire la consommation de viande, en démontrant qu'une réduction de 50 % d'ici à 2030 serait « cruciale pour la protection du climat », le lobbying de l'industrie a été intense. Quand le plan a été finalement publié en novembre 2016, il avait été expurgé de toute référence aux émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole. Des choses semblables se sont



passées aux États-Unis, au Brésil et dans d'autres pays où l'industrie de la viande est puissante.

L'industrie de la viande s'oppose à certaines réglementations mais accueille avec satisfaction les subventions gouvernementales. En 2013, les pays de l'OCDE ont distribué aux éleveurs 53 milliards de dollars et l'UE a versé 731 millions de dollars à la seule industrie du bétail. La même année, le ministère de l'Agriculture des États-Unis a versé plus de 300 millions de dollars à 6 producteurs (Tyson Foods a été le mieux servi) afin d'assurer que les cantines scolaires aient accès à la viande et aux produits laitiers. Les producteurs de fruits et de légumes n'ont eu droit, par contre, qu'à une fraction de ces subventions.

De fait, près de deux tiers de toutes les subventions agricoles des États-Unis vont à la viande et aux produits laitiers, surtout par le biais de la nourriture pour animaux. Sans les subventions, et sans la possibilité d'ignorer le coût environnemental et social des activités de l'industrie, la viande industrielle serait trop chère pour pouvoir l'acheter.

Mais les gros canons de l'arsenal de l'industrie sont les accords de 'libre-échange'. Ces accords soutiennent la production et la consommation de manière artificielle, en promouvant le dumping de la viande et des produits laitiers bon marché dans les pays à faible revenu. Ils comportent des clauses qui éliminent la protection des agriculteurs locaux contre les concurrents étrangers, qui rendent illégal d'accorder la préférence aux fournisseurs ou aux produits locaux, et qui soumettent les réglementations gouvernementales au système de règlement des différends entre investisseurs et États, selon lequel une entreprise étrangère peut poursuivre en justice un gouvernement s'il adopte une mesure environnementale ou sociale qui risque d'affecter négativement les profits de l'entreprise.

Comment les accords de libre-échange exacerbent l'expansion de la viande et des produits laitiers industriels

- En forçant la baisse des tarifs dans les derniers marchés 'protégés'. Ceci constitue une vraie menace dans les pays où des tarifs sont encore en place pour protéger les petits producteurs locaux de la concurrence étrangère, ou dans les pays où les producteurs bénéficient de subventions ou d'autres mécanismes qui faussent les prix. C'est notamment le cas de pays comme l'Inde, qui est maintenant confrontée au Partenariat économique global régional (RCEP). Le RCEP aura des conséquences importantes sur le secteur de la viande et des produits laitiers de l'Inde, en obligeant ce pays à recevoir des importations australiennes et néo-zélandaises : 70 millions de producteurs laitiers de l'Inde seront immédiatement menacés par les exportations de ces grands producteurs industriels de bétail. Mais les tarifs sont aussi un sujet de dispute pour les pays à haut revenu qui sont en train de négocier le Partenariat transatlantique (TTIP), qui vise à faire rentrer dans l'UE plus d'importations de viande de bœuf en provenance des États-Unis, et pour les pays impliqués dans l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), dans lequel l'accès des grandes entreprises américaines aux consommateurs de viande et de produits laitiers du Japon, du Canada et du Mexique en particulier, était fondamental pour les négociateurs américains.



- En rendant illégales les préférences locales. Accorder la préférence aux fournisseurs ou aux produits locaux devient tout bonnement illégal avec les accords en attente comme le TTIP ou le TPP. « Choisir local » est au cœur même des stratégies de bon sens qui veulent soutenir les petits producteurs et inverser le changement climatique en s’attaquant à nos méthodes de production, de distribution et d’alimentation. Et pourtant, ce choix devient impossible dans le cadre des accords commerciaux actuels et peut entraîner des sanctions sévères. Bien que certains de ces accords soient maintenant en eau trouble à cause des remous provoqués par le Brexit (la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne), par le président de droite des États-Unis, M. Trump, et par d’autres tendances nationalistes, il est évident que les intérêts commerciaux qui sont derrière ces traités vont continuer d’avancer.
- En imposant une harmonisation réglementaire entre les signataires des accords commerciaux afin d’ouvrir encore plus largement les marchés, et en soumettant cette ouverture aux clauses de « statu quo » (*standstill*) et de « cliquet » (*ratchet*). Quand le pays signe l’accord, la clause de statu quo l’empêche d’accroître le niveau de réglementation de certains secteurs. Cela signifie qu’il ne peut que « déréglementer », autrement dit, il ne peut plus, à son gré, rendre les réglementations plus strictes ou en approuver de nouvelles. La clause à effet de cliquet implique qu’une fois qu’un pays a pris des mesures pour libéraliser et ouvrir son marché, il ne peut plus jamais faire marche arrière. Ainsi, une mesure prise par le gouvernement en place – par exemple ouvrir le pays aux importations de viande industrielle – ne pourra pas être inversée par une prochaine administration. De ce fait, les processus démocratiques de lutte pour le climat deviennent vides de sens.
- En soumettant les réglementations environnementales au système de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS ou RDIE en français). Lorsqu’un pays a signé un contrat d’investissement qui contient une clause RDIE, l’entreprise étrangère concernée peut poursuivre le gouvernement en justice si celui-ci adopte une mesure d’intérêt public qui pourrait affecter négativement les bénéfices escomptés de l’entreprise. Ainsi, si un gouvernement augmente les taxes sur la consommation de viande, cette mesure pourra être remise en cause par l’industrie de la viande. On a constaté que la simple menace de cette possibilité, qui peut entraîner des dommages et intérêts s’élevant généralement à des centaines de millions de dollars, décourage les décideurs de prendre des mesures environnementales ou sociales.

Toutes ces politiques augmentent la production et la consommation, en favorisant le dumping de viande et de produits laitiers bon marché dans les pays à faible revenu. Non seulement elles tuent les moyens de subsistance locaux mais aussi notre santé, surtout la santé de ceux qui n’ont pas les moyens ou la possibilité d’obtenir de la viande d’autres sources, en plus d’être mauvaises pour le climat.

Nous devons de toute urgence contrecarrer le développement mondial des ‘chaînes de valeur’ de la viande et des produits laitiers, ce développement qui est entériné dans les grands accords entre les principaux blocs commerciaux. Nous devons arrêter de subventionner l’industrie de la viande et la rendre responsable des dégâts écologiques et sociaux qu’elle commet. Nous devons prendre conscience de tout cela et réorienter les



investissements et les mesures de soutien vers les marchés locaux, régionaux et nationaux d'animaux élevés de façon durable par de petits producteurs.

GRAIN, www.grain.org

Article fondé sur :

- [Pour sauver le climat, il faut prendre le taureau par les cornes : réduisons la consommation de viande et de produits laitiers industriels](#) – GRAIN
- [The Global Dangers of Industrial Meat](#) – GRAIN et Raj Patel, dans Civil Eats.

(Vous y trouverez les références et les sources des chiffres mentionnés dans le présent article.)



Le blanchiment du bois illégal : comment les bois tropicaux volés grâce à l'accaparement de terres se fraient un chemin vers les magasins de meubles

En 2013, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est devenue le premier exportateur mondial de bois tropicaux, après en avoir exporté 3,1 millions de mètres cubes, surtout vers la Chine. Le pays devançait ainsi la Malaisie qui avait détenu la première place pendant les décennies précédentes.

La PNG est parvenue à cette première place si convoitée après avoir développé l'exploitation de ses ressources forestières par le biais d'un instrument juridique dénommé *Special Agriculture and Business Leases* (SABL). D'après une commission d'enquête du gouvernement, la plupart des contrats SABL ont été signés sans le consentement préalable, libre et éclairé de la population locale, et ils ont été entachés de fraudes, de fautes professionnelles et d'incompétence. (1) En septembre 2013, le Premier ministre de la PNG a déclaré que le système « comportait une dose scandaleuse de corruption et de mauvaise gestion à tous les stades du processus », (2) et il a annoncé plus tard que tous ces contrats devaient être considérés comme illégaux et annulés. (3) Or, à ce jour le gouvernement n'a pris aucune mesure ferme pour annuler les contrats frauduleux, mettre fin à l'extraction illégale de bois ou rendre les terres à leurs propriétaires légitimes.



Les contrats SABL ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les 5,5 millions d'hectares loués par ce système ces dernières années viennent s'ajouter aux 10 millions d'hectares qui avaient déjà été cédés par le gouvernement en tant que concessions forestières. (4) Ainsi, plus d'un tiers des 46 millions d'hectares du pays sont maintenant entre les mains d'entreprises forestières étrangères, malaises pour la plupart.

D'après les nombreuses recherches menées par des organes officiels et par des organisations non gouvernementales, la plupart de ces concessions seraient également illégales. Un rapport sur l'industrie forestière commandé par le gouvernement de la PNG en 2006 avait conclu que « la majorité des opérations forestières ne peuvent pas être caractérisées de façon crédible comme respectueuses des lois et des réglementations nationales, et sont donc illégales. » (5) Le rapport révèle aussi que l'Administration forestière du pays est défectueuse, qu'elle a de grosses failles et que la corruption y est généralisée, (6), et que « [elle] permet à l'industrie d'ignorer la législation de la PNG et arrive même dans bien des cas à lui accorder un traitement préférentiel, tandis que les pauvres du milieu rural doivent subir les conséquences sociales et environnementales d'une industrie qui fonctionne presque entièrement à l'extérieur du système juridique ». (7) Une évaluation de 14 entreprises forestières – dont les cinq les plus importantes – commanditée par le gouvernement a conclu qu'aucune ne pouvait être considérée comme légale, et qu'une seule respectait plus de 50 % des critères essentiels pour qu'une activité forestière soit légale en PNG. (8)

Ce pillage des forêts a lieu dans un pays qui est censé bénéficier de la répartition de la terre la plus égalitaire du monde, 97 % des terres étant coutumières, c'est-à-dire gérées de façon collective par les tribus et les clans. La PNG est régie par une constitution qui protège les droits fonciers coutumiers de la population, les ressources naturelles et l'environnement. Comme en témoignent le film et le rapport de l'Oakland Institute, *On Our Land*, (9) derrière cette exploitation se cache une tragédie multiple : la trahison de la protection constitutionnelle et la perte du patrimoine culturel, des terres et des moyens d'existence de millions d'habitants du pays.

Comme dans beaucoup d'autres pays du Sud, les communautés qui s'opposent au vol de leurs terres et ressources subissent de fortes pressions : leurs membres sont intimidés, battus, arrêtés et poursuivis en justice. La police agit souvent au nom des exploitants et se déplace dans les véhicules de l'entreprise. À de nombreuses occasions, ceux qui ont essayé d'éviter les activités d'abattage en faisant des barrages routiers ou des manifestations pacifiques ont été arrêtés, battus et emmenés à des lieux de détention parfois très éloignés.

L'illégalité des activités forestières et la criminalisation des personnes qui protègent leurs territoires et leurs forêts n'empêche pas le bois récolté de parvenir aux marchés légaux. Les inspections des exportations ne vérifient que la quantité et la description du bois aux fins du paiement des taxes correspondantes ; aucun rapport n'est fait entre la documentation légale des produits exportés et la nature illégale de la plupart des entreprises forestières du pays. (1) Une fois embarqué, le bois illégalement récolté devient légal, les documents d'expédition ayant été endossés par la douane locale.

La PNG est l'un des pays décrits dans un rapport du PNUE-INTERPOL de novembre 2012 comme de grands exportateurs de bois illégaux qui sont ensuite légalisés au moyen d'opérations de blanchiment mondiales. Après avoir examiné les activités de



coupe qui ont lieu dans le bassin amazonien, en Afrique centrale et en Asie-Pacifique, le rapport affirme que « l'extraction illégale de bois ne diminue pas, elle fait plutôt des progrès à mesure que les cartels deviennent mieux organisés ». (11) Il s'agit d'une affaire très lucrative : d'après les estimations, la valeur économique de l'exploitation forestière illégale serait de 30 à 100 milliards de dollars. (12)

La Chine joue un rôle clé dans ce système, du fait qu'elle est le principal importateur, exportateur et consommateur de bois illégal du monde. (13) Entre 2010 et 2014, le volume de bois tropical importé par la Chine est passé de 34 à 51 millions de mètres cubes, pour une valeur qui est passée de 2,4 à 5,5 milliards de dollars US. (14) Le bois illégal est utilisé dans le pays mais il est également transformé et exporté sous forme de meubles, pièces, parquets, etc. Depuis 2005, le pays est devenu le premier exportateur de meubles et de pièces en bois, et sa part de marché ne cesse de croître. Les exportations de meubles et de pièces ont atteint 16,3 milliards USD en 2010, ce qui représente un bond de 35 % par rapport à l'année précédente. (15) Elles ont atteint 19,4 milliards de dollars en 2013, soit une augmentation de près de 20 % par rapport à 2010. (16)

La Chine est le pays de destination de plus de 90 % des exportations de bois de la PNG, (17) mais elle en importe aussi des quantités considérables d'autres pays, comme le Mozambique, le Benin, le Ghana, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Laos. (18) D'après l'Organisation internationale des bois tropicaux, « on présume qu'une part conséquente des grumes tropicales importées par la Chine provient de sources à haut risque, où les pièces justificatives de leur origine légale sont limitées. ». (19)

Les autres acteurs clés sont les principaux pays importateurs. Les États-Unis sont le plus gros destinataire des exportations chinoises de meubles en bois : le pays en a importé pour près de 7 milliards de dollars en 2013, soit 35 % des exportations chinoises. (20) Le Japon et le Royaume-Uni sont respectivement le deuxième et le troisième importateur de mobilier en bois fabriqué en Chine, pour près d'un milliard de dollars chacun (ce qui totalise 12 % des importations chinoises). (21)

Étant donné que la Chine est le plus grand importateur de bois de provenance illégale de la PNG et d'autres pays, (22) il est probable que le bois est utilisé pour la fabrication d'une grande part des produits en bois qu'elle exporte et qui sont acheminés comme produits blanchis 'Made in China' vers les États-Unis, le Japon et l'UE. (23)

Les États-Unis et l'UE ont pris des mesures pour éviter que le bois illégal parvienne à leurs marchés : le Règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE), qui est entré en vigueur en mars 2013, et la Loi Lacey de 2008 des États-Unis. De son côté, la Chine n'a pas encore pris de mesures légales pour interdire explicitement le commerce du bois illégal. (24)

Néanmoins, et malgré les politiques des USA et de l'UE, INTERPOL confirme que les deux figurent parmi les principaux importateurs de bois illégal. INTERPOL a dépisté une myriade de méthodes de blanchiment qui sont utilisées pour que le bois illégal semble légal : la falsification de l'éco-certification, la falsification des documents concernant l'origine et la propriété, la canalisation du bois illégal à travers des plantations légales, le mélange de bois illégal et de bois légal au cours du traitement, le



versement de pots-de-vin aux fonctionnaires des douanes, à ceux des services forestiers, à la police, aux militaires ou aux villages d'origine. (25) Une fois blanchi, le bois peut parvenir de façon légale aux marchés et aux magasins de détail des pays développés.

Or, l'omniprésence du bois illégal sur le marché chinois porte à croire qu'aucun produit en bois provenant de ce pays ne devrait être accepté aux termes de la Loi Lacey ou du RBUE. La Chine étant le principal négociant en bois illégal du monde, les produits chinois en bois devraient être classés comme très risqués et donc rejetés, en l'absence de preuves solides de leur légalité et d'une documentation suffisante. D'autre part, il faudrait mettre en question également la consommation continue de 'bois tropicaux', puisque ce sont les peuples tributaires des forêts qui subissent les plus fortes répercussions de l'extraction de ces bois.

Avant d'acheter une nouvelle table de cuisine en acajou ou un parquet en merbau, les consommateurs du monde entier doivent savoir que, quoi qu'en dise le vendeur, ces produits proviennent peut-être d'une forêt volée à des communautés indigènes qui dépendaient précisément de cette ressource pour leur survie, et qui ont risqué leur vie pour la défendre.

Frédéric Mousseau, fmousseau (at) oaklandinstitute.org
Directeur des politiques à l'Oakland Institute, <https://www.oaklandinstitute.org>.

Information additionnelle :

Rapports et film sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée :

On Our Land: Modern Land Grabs Reversing Independence in Papua New Guinea

<https://www.oaklandinstitute.org/our-land-modern-land-grabs-reversing-independence-papua-new-guinea>

The Great Timber Heist: The Logging Industry in Papua New Guinea

<https://www.oaklandinstitute.org/great-timber-heist-logging-industry-papua-new-guinea>

Taking On the Logging Pirates: Land Defenders in Papua New Guinea Speak Out!

<https://www.oaklandinstitute.org/illegal-logging-papua-new-guinea-speak-out-palm-oil-corruption>

Le film *On Our Land* (en français): <https://www.oaklandinstitute.org/on-our-land-francais>

(1) Voir les rapports et les transcriptions sur le site web de la Commission d'enquête : <http://www.coi.gov.pg/sabl.html> (consulté le 5 septembre 2015).

(2) "Statement by the Prime Minister Hon. Peter O'Neill CMG MP on the Report on the Commission of Inquiry into Special Agriculture and Business Leases," p. 2.

<http://www.coi.gov.pg/documents/COI%20SABL/PM%20Statement%20COI%20SABL%20Final%20Report.pdf> (consulté le 23 octobre 2015).

(3) "Papua New Guinea Must Act Now to Cancel SABL Land Leases and Return Land to Local Communities." *Oakland Institute*, 30 juin 2014.

<http://www.oaklandinstitute.org/papua-new-guinea-must-act-now-cancel-sabl-land-leases> (consulté le 5 septembre 2015).

(4) Papua New Guinea Investment Promotion Authority. *Forestry*.

<http://www.ipa.gov.pg/agriculture/forestry> (consulté le 7 juillet 2015).



- (5) *Logging, Legality and Livelihoods in PNG: Synthesis of Official Assessments of the Large-Scale Logging Industry.* *Forest Trends* 1 (2006).
- (6) *Ibid.*
- (7) *Ibid.*
- (8) *Ibid.*
- (9) Mousseau, Frédéric. *On Our Land: Modern Land Grabs Reversing Independence in Papua New Guinea*, Oakland Institute, 2013. <http://www.oaklandinstitute.org/land-deals-papua-new-guinea> (consulté le 5 septembre 2015).
- (11) Nellemann, C., INTERPOL Environmental Crime Programme (éd.). 2012. Carbone vert, marché noir. Exploitation illégale, fraude fiscale et blanchiment dans les forêts tropicales du monde. Évaluation rapide des réponses à apporter. Programme des Nations unies pour l'environnement, GRID-Arendal, www.grida.no. Version en français: <https://cld.bz/bookdata/Fs34Ehe/basic-html/page-1.html#>
- (12) *Ibid.*
- (13) "Appetite for Destruction: China's Trade in Illegal Timber," Environmental Investigation Agency (EIA), Londres, 2012.
- (14) "Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois 2013-2014." Organisation internationale des bois tropicaux, 2015.
http://www.itto.int/fr/annual_review/
- (15) "Annual Review and Assessment of the World Timber Situation," Organisation internationale des bois tropicaux, 2012, p. 33. http://www.itto.int/annual_review/
- (16) "Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois 2013-2014." Organisation internationale des bois tropicaux, 2015.
http://www.itto.int/fr/annual_review/
- (17) *Ibid*, p. 11.
- (18) *Ibid*, p. 10.
- (19) *Ibid*, p. 10.
- (20) "Appetite for Destruction: China's Trade in Illegal Timber," Environmental Investigation Agency (EIA), Londres, 2012.
- (21) "Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois 2013-2014." Organisation internationale des bois tropicaux, 2015, p. 24.
http://www.itto.int/fr/annual_review/
- (22) Nellemann, C., INTERPOL Environmental Crime Programme (éd.). 2012. Carbone vert, marché noir. Version en français: <https://cld.bz/bookdata/Fs34Ehe/basic-html/page-1.html#>.
- (23) Stark, T. et P.C. Sze. "Sharing the Blame: Global Consumption and China's Role in Ancient Forest Destruction." Greenpeace International et Greenpeace China. Mars 2006.
- (24) "Guidance Document for the EU Timber Regulation." Commission européenne. http://ec.europa.eu/environment/forests/timber_regulation.htm, consulté le 29 août 2013 ; "The US Lacey Act FAQ." Environmental Investigation Agency.
- (25) Nelleman, C. "Green Carbon, Black Trade." INTERPOL Environmental Crime Programme, 2012.
-



L'escroquerie des plantations de palmiers à huile 'écologiques' : le cas d'OLAM

Comment les grandes entreprises réussissent-elles à vendre leur huile de palme comme un produit 'écologique', 'durable' et 'favorable au climat', alors qu'elle n'est rien de tout cela ? Comment cette image 'verte' aide-t-elle les transnationales à se développer toujours plus, comme elles le font en ce moment en Afrique ? Cet article examine le cas d'OLAM International qui, en février 2017, a publié son Projet de politique forestière mondiale [1]. Les discours prometteurs d'OLAM ne sont qu'un rideau de fumée autour de ce qui reste son principal objectif : augmenter ses bénéfices.

Les entreprises de plantation de palmiers à huile ont-elles changé ?

C'est ce qu'elles essaient de nous faire croire. Le Projet de politique forestière mondiale d'OLAM dit : « L'objectif principal d'OLAM est de croître de façon responsable, afin de répondre aux besoins essentiels du monde ». L'entreprise exprime son souhait d'assurer la « sécurité alimentaire » aux « 9 milliards de personnes qui, d'après les estimations, habiteront notre planète en 2050 », et de créer des « emplois de longue durée » et « des possibilités de travail en milieu rural ». Au premier coup d'œil, cette politique ressemble à un document rédigé par une société de bienfaisance ou une institution d'État plutôt que par une transnationale, ce qui porte à se demander si OLAM a changé.

Une telle transformation exigerait qu'OLAM n'ait plus comme priorité la maximisation des profits de ses principaux propriétaires, la société d'investissement singapourienne Temasek Holdings (52,3 %) et la société japonaise Mitsubishi (20,3 %). Or, quand on lit dans son rapport annuel 2015 la « déclaration du directeur », il devient évident qu'aucun changement de ce genre n'a eu lieu. Aucune référence n'y est faite au sort des 9 milliards de personnes qui habiteront la planète en 2050 ; en revanche, le seul souci est « le bien-être et la prospérité » de l'entreprise, qui dépendent de « la compétitivité commerciale, la qualité des rentrées, la croissance financière et l'augmentation de la productivité ». [2]

OLAM n'a vraiment changé que son discours. Ce changement est le résultat direct des nombreux combats des communautés locales et de leurs sympathisants pour



rendre visibles les preuves de plus en plus nombreuses des effets négatifs des grandes plantations industrielles de palmiers à huile. Le déboisement, la pollution de l'environnement et l'invasion des territoires des peuples ont porté atteinte à l'image des entreprises comme OLAM aux yeux des consommateurs d'huile de palme et des banques qui financent ces entreprises. Une mauvaise image pourrait finir par affecter les ventes d'OLAM et sa capacité d'obtenir des prêts, menaçant ainsi son objectif principal : sa croissance et ses profits.

Ainsi, les entreprises ont dû faire quelque chose. À l'heure actuelle, elles ont presque toutes des divisions « durabilité » et elles entreprennent des processus soi-disant pour s'attaquer aux problèmes qu'elles créent, le déboisement en particulier. Le Projet de politique forestière mondiale d'OLAM énumère plusieurs initiatives et principes auxquels elle entend adhérer, comme le système de certification de la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO) [3], les notions de forêts à haute valeur de conservation (HCV) et de forêts à forte capacité de stockage de carbone (HCS), et le principe du consentement préalable, libre et éclairé (FPIC).

Nouvelle question donc : ces processus et ces engagements changent-ils quelque chose pour les communautés concernées ? Nous affirmons que non et que, par conséquent, ils arrangent bien les entreprises. Premièrement, ces engagements dont on discute dans des salles climatisées, très loin de la réalité des communautés qui vivent entourées de plantations industrielles, ne sont pas obligatoires mais volontaires. Deuxièmement, les entreprises exercent un contrôle considérable sur les systèmes de certification (fortement défendus par certaines ONG comme le WWF) et peuvent donc faire en sorte que ces systèmes n'aient pas d'effet significatif sur leurs opérations. C'est ce qui se passe dans le cas de la RSPO, dont la majorité des membres appartiennent au secteur du palmier à huile. Et troisièmement, aucun de ces engagements n'exige de modifier le système de production à grande échelle en régime de monoculture. De nombreuses études effectuées dans le monde entier [4] montrent que ce système comporte l'occupation de terres fertiles et bien situées qui, le plus souvent, appartiennent à des communautés. L'application de ce système aboutit forcément au déboisement. Un rapport récemment produit par l'ONG états-unienne Mighty Earth et l'ONG gabonaise Brainforest montre qu'OLAM, entreprise certifiée par la RSPO, a défriché au Gabon depuis 2012 près de 20 000 hectares de forêt dans ses quatre concessions. [5]

Échappatoires additionnelles pour OLAM

Pour comprendre pourquoi les communautés gabonaises n'ont pas autant d'influence qu'OLAM sur les soi-disant « processus regroupant diverses parties prenantes » que l'entreprise revendique dans ses politiques, il faut considérer la profonde inégalité des rapports de pouvoir entre ces communautés et les entreprises. Par exemple :

- OLAM s'engage à protéger les droits des communautés. Entend-elle vraiment reconnaître et respecter les droits fonciers coutumiers des communautés, et éviter ainsi la plupart des problèmes associés à l'expansion de l'industrie du palmier à huile ? Apparemment non. Elle ne parle que du droit au « consentement préalable, libre et éclairé de la population locale ». Sur le papier, il s'agit d'un principe fort mais il s'affaiblit beaucoup quand on considère le contexte local. Au Gabon, OLAM bénéficie du soutien du gouvernement – chose courante pour les entreprises de palmier à huile dans la plupart des pays –



mais, en plus, l'État gabonais lui-même est un actionnaire d'OLAM Gabon. D'autre part, le président Ali Bongo est un grand défenseur des affaires de l'entreprise dans le pays, et son régime autoritaire a le pouvoir de nommer et de contrôler les représentants politiques des villages. Ainsi, en collaboration avec les autorités locales, OLAM peut se servir des structures du pouvoir pour faire taire l'opposition dans les communautés concernées. Dans ces circonstances, le FPIC devient un instrument inutile pour les communautés qui veulent défendre leurs territoires.

- OLAM s'engage à entreprendre des « processus regroupant diverses parties prenantes », comme la certification RSPO. Cet engagement est convenable pour OLAM grâce à certaines circonstances qui lui permettent de tourner le processus à son avantage. Par exemple, ce sont les entreprises qui engagent les consultants chargés de faire les inspections soi-disant « indépendantes ». De même, bien que la RSPO dispose d'un instrument pour la gestion des plaintes, celui-ci est trop complexe pour que les communautés puissent s'en servir. Si elles y arrivent, souvent avec de l'aide extérieure, elles ont du mal à obtenir un résultat positif. D'après Jefri Saragih de Sawitwatch, une ONG indonésienne qui appuie les communautés touchées par les plantations industrielles de palmiers à huile et qui les a déjà aidées à présenter des plaintes, « avec une cinquantaine d'affaires non résolues, on a le droit de dire que la RSPO a été incapable de s'attaquer aux nombreux effets négatifs des grandes plantations de palmiers à huile. Du point de vue social, il y a aujourd'hui plus de 40 plaintes qui ont été soumises au secrétariat de la RSPO et qui n'ont pas été réglées ». [6] Ainsi, la RSPO est plutôt un instrument de marketing qui sert à protéger les exportations d'huile de palme et les profits d'OLAM.
- OLAM s'engage à ne pas abattre les forêts à haute valeur pour la conservation et celles à forte capacité de stockage de carbone. Or, qui détermine quelles sont ces forêts ? Sûrement pas les communautés. Cette tâche revient à des consultants, à des sociétés spécialisées et à certaines ONG écologistes. La plupart des communautés affirment que tout leur territoire coutumier est important pour elles, quelles que soient la quantité de 'carbone' ou la 'valeur de conservation' qu'on attribue à une zone en particulier. Même les terres que les consultants classent comme « forêts dégradées » sont importantes pour elles.
- OLAM s'engage à favoriser la sécurité alimentaire. La 'sécurité alimentaire' est une notion attrayante pour les entreprises comme OLAM, parce qu'elle ne fait pas référence au contrôle de la production ni à ce que l'on produit ou comment on le produit. Ces questions fondamentales font partie d'une notion plus large et de nature plus politique, que de grands mouvements paysans comme *La Vía Campesina* défendent dans le monde entier : la notion de souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est absente des documents concernant la 'durabilité' des entreprises parce que celles-ci ont de plus en plus tendance à prendre le contrôle des terres des paysans, des marchés et des chaînes alimentaires pour croître et accroître leurs profits. OLAM, par exemple, a un programme dénommé GRAINE, qui promet d'augmenter la production d'aliments du Gabon. Cela a l'air très bien, surtout pour l'image d'OLAM, mais ce que le programme a fait à ce jour c'est multiplier les plantations industrielles de palmiers à huile sur les terres des Gabonais. [7]



Si les entreprises n'ont pas changé, qu'est-ce qui a changé ?

Dans le passé, beaucoup d'ONG écologistes et sociales, surtout celles du Nord, s'activaient à dénoncer et à organiser des actions contre le déboisement dans les tropiques ; elles appelaient, par exemple, à boycotter les bois tropicaux. Mais de nos jours, beaucoup d'entre elles s'assoient autour d'une table avec des entreprises agro-industrielles pour discuter de systèmes de certification, de principes, de critères, de politiques, de sauvegardes pour les communautés et les forêts, de forêts HCV et de forêts HCS, etc., et reçoivent parfois des fonds de ces entreprises.

Cette nouvelle façon de travailler des ONG a avantage les entreprises et, le plus souvent, a affaibli les luttes des communautés. D'une part, elle a créé une division entre les ONG et, d'autre part, elle a légitimé les promesses de 'durabilité' des entreprises. Celles-ci peuvent dire maintenant « nous avons le soutien des ONG ». Par exemple, l'ONG déjà mentionnée, Mighty Earth, qui a été la première à accuser OLAM, en décembre 2016, d'avoir déboisé 20 000 hectares, a négocié peu après, en février 2017, un accord avec l'entreprise par lequel les deux parties s'engageaient à « collaborer à la conservation des forêts et à l'agriculture durable », au « Gabon et dans d'autres pays très boisés ». Une autre ONG, le WRI (*World Resources Institute*, institut des ressources mondiales) a servi d'intermédiaire et l'accord a été signé à Washington D.C., très loin du peuple gabonais. [8]

Une autre conséquence au plan local de ce type de participation des ONG, surtout de certaines ONG internationales, c'est qu'elles influent sur les communautés et sur les groupes et les activistes qui les soutiennent pour les convaincre que le mieux c'est de traiter avec les entreprises. Ainsi, au lieu d'utiliser un temps précieux à renforcer les capacités des organisations locales pour qu'elles mettent en place des actions de résistance, celles-ci sont poussées à surveiller les engagements des entreprises ou à participer à des « activités regroupant toutes les parties prenantes ». Les organisations locales qui préfèrent malgré tout organiser la résistance populaire sont souvent l'objet de tentatives d'intimidation.

C'est ce qui est arrivé dernièrement dans les plantations d'OLAM au Gabon. Les ONG gabonaises MuYissi Environment et Brainforest, une plateforme d'ONG dénommée *Gabon ma terre mon droit* et des groupes d'activistes africains et internationaux, ont organisé un atelier où les communautés affectées par OLAM ont pu se réunir pour mieux connaître l'entreprise et son impact et pour échanger des expériences avec d'autres activistes de pays africains concernés par les plantations. Après l'atelier, les autorités locales ont fait savoir au directeur d'une ONG locale et à des leaders communautaires qu'ils devaient mettre fin aux activités de ce genre et cesser d'organiser les gens. [9]

Un label vert pour faire marcher les affaires

De plus en plus de produits sont certifiés, par la RSPO entre autres, et promettent aux consommateurs qu'ils ne portent atteinte ni à l'environnement ni aux communautés. Ils donnent ainsi l'impression que la production et la consommation globalisées ne posent aucun problème, ce qui est absolument faux. La production et la consommation



actuelles sont excessives et il faut les réduire, mais **les systèmes de certification ne font rien pour y parvenir.**

Le label RSPO, par exemple, est censé *garantir* que l'huile de palme contenue dans plusieurs produits est 'durable', mais en fait il ne fait qu'accroître les parts de marché des entreprises qui l'ont créé. Ce que la RSPO appelle une production et une consommation 'durables' ne consiste qu'à accroître la production et la consommation et à obtenir une part de marché plus grosse, en association avec les transnationales. Dans son rapport de 2015, la RSPO parle beaucoup des 'augmentations' concernant l'huile de palme : augmenter de 20 % le nombre de ses membres, augmenter de 6 % le nombre des cultivateurs de palmiers, augmenter de 100 % l'huile de palme durable dans 10 pays européens pour que « toute l'huile de palme européenne soit durable d'ici à 2020 », et augmenter de 10 % la consommation d'huile de palme certifiée RSPO dans le gigantesque marché chinois d'ici à 2020. La RSPO finit son rapport en déclarant qu'elle a pour but de « transformer les marchés pour que l'huile de palme durable devienne la norme dans tous les pays ». [10] Il est donc évident que la RSPO n'a pas pour but de transformer un système de production injuste et fortement concentré qui fournit de l'huile végétale bon marché à l'industrie de la malbouffe, en un système localisé de production d'huile végétale à petite échelle qui applique les principes de l'agroécologie et de la justice sociale. **La RSPO n'a pour but que d'accroître la part de marché de l'huile de palme RSPO et de préserver les profits des grandes entreprises.** Cela explique aussi pourquoi elle a organisé un *African Road Show* qui a fait une étape au Gabon en 2012. [11]

À moins de changer le système agro-industriel, les labels comme celui de la RSPO vont continuer à vendre un message faux. Ils affirment que la monoculture industrielle du palmier à huile peut être « durable », comme le dit OLAM dans sa politique, que ce palmier peut être « cultivé de façon responsable » et qu'il peut « coexister » avec « le bien-être des communautés ». Lorsque les consommateurs et les banques achètent ce message, le secteur de l'huile de palme peut se développer de plus en plus et continuer à opprimer les communautés qui luttent contre ces entreprises devenues 'durables'.

Les défis à relever

Que peut-on faire pour promouvoir un changement structurel et réduire les inégalités des rapports de pouvoir ?

Les communautés ont besoin de soutien. Les organisations internationales et nationales et les activistes et groupes locaux doivent continuer à accorder la priorité au soutien et au renforcement de la capacité organisationnelle des communautés et de leurs luttes, et créer des contacts et des échanges entre les communautés de chaque pays et entre les divers pays et continents, afin de renforcer un mouvement mondial contre un système axé sur le profit qui détruit le bien-être et l'avenir des communautés, des forêts et du climat.

Les engagements des grandes entreprises à l'égard de la durabilité devraient être juridiquement contraignants. Les ONG devraient refuser les engagements volontaires et ne pas y participer. L'expérience montre que ces derniers n'ont servi à rien d'autre qu'à améliorer l'image des entreprises, tout en compromettant les combats des populations.



Les consommateurs ont un rôle important à jouer : ils doivent refuser, remettre publiquement en question et boycotter les certificats de la RSPO et d'autres institutions semblables, parce qu'ils créent une image fautive qui n'avantage que les entreprises. Ils doivent acheter les produits agricoles des petits agriculteurs de la région et contribuer ainsi à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire au contrôle populaire des terres et de la production locale d'aliments, plutôt que d'acheter des produits importés dérivés de la monoculture à grande échelle contrôlée par des transnationales comme OLAM.

GRAIN et WRM

[1] OLAM International's Global Policy on Forests – Draft for Consultation – version 1, 28 février 2017.

[2] OLAM, Rapport annuel 2015 : <http://olamgroup.com/investor-relations/annual-report-2015/annual-financial-statements/>.

[3] La RSPO est une association de l'industrie de l'huile de palme et de quelques ONG, dont le WWF est un des principaux acteurs. Elle a été créée en 2001 par l'industrie de l'huile de palme pour répondre aux conflits et aux problèmes écologiques, le déboisement en particulier, causés par l'expansion accélérée que cette industrie a connue, surtout en Indonésie et en Malaisie, au cours des 20 dernières années. Sur les plus de 750 membres que compte la RSPO à l'heure actuelle, seuls 13 sont des ONG ; les autres sont des entreprises associées au secteur du palmier à huile. La RSPO délivre des certificats aux producteurs d'huile de palme, en se fondant sur une série de principes et de critères que ses membres ont approuvés. Dans son site web (www.rspo.org) on lit qu'en octobre 2015 elle avait déjà certifié quelque 2,56 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile.

[4] <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/>.

[5] <http://www.mightyearth.org/blackbox/>.

[6] <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/indonesie-entretien-avec-sawitwatch-a-propos-des-effets-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-en-indonesie-et-de-l'experience-avec-la-rspo/>.

[7] Voir l'article sur le programme GRAINE d'OLAM dans le prochain bulletin du WRM.

[8] Entretien personnel, mars 2017.

[9] <http://www.rspo.org/news-and-events/news/looking-back-at-2015>.

[10] <http://www.rspo.org/news-and-events/news/looking-back-at-2015>.

[11] Le *RSPO Africa Road show* a été organisé en 2012 par des organisations telles que le WWF, Conservation International et Proforest, des entreprises comme OLAM et d'autres telles que la multinationale Sime Darby (Malaisie) et le géant de l'alimentaire Unilever (Royaume-Uni / Pays-Bas), au Gabon et dans d'autres pays africains, pour faire connaître « les nombreux avantages socio-économiques » et pour « sensibiliser [...] au sujet de l'huile de palme durable ». Le 'show' était financé par des entreprises privées et par des donateurs des gouvernements du Nord.

<http://www.proforest.net/en/featured-work/developing-capacity/the-rspo-africa-roadshow-building-capacity-and-raising-awareness-on-sustainable-palm-oil>.



La lutte quotidienne des femmes kichwas de Sarayaku, en Équateur

Foto: Esteffany Bravo S.

L'heure du déjeuner approche et Rita n'a plus de bois pour cuisiner. Armée d'une hache et portant un grand panier, cette femme kichwa marche dans le fourré de la forêt amazonienne, à la recherche d'un arbre à couper. Après plusieurs dizaines de coups puissants, le tronc de l'arbre cède à la force de la femme. La tâche accomplie, celle-ci porte le bois lourd le long du chemin qui serpente entre des fleuves et des ruisseaux. Une fois rentrée chez elle, elle allume le feu pour faire la cuisine, après avoir ramené de l'eau du fleuve pour préparer la soupe de poisson. En plus, elle a veillé à ce que la maison soit propre et elle est allée à la *chakra* prendre du yucca pour préparer la chicha, la boisson préférée des habitants de son village. **En plus de toutes ses obligations quotidiennes, Rita a aussi un rôle politique** : elle est une des leaders des femmes de Sarayaku, une localité de l'Amazonie du sud de l'Équateur qui s'oppose à l'exploitation pétrolière depuis plus de 30 ans.

Les femmes du peuple originaire kichwa de Sarayaku ont joué un rôle crucial dans la résistance de leur communauté face aux tentatives d'extraction de la richesse énergétique cachée dans les entrailles de leur territoire ancestral. Au cours des marches, toujours aux premiers rangs, portant leurs bébés sur le dos ou dans leurs ventres, les *warmis* (les femmes en langue kichwa) ont haussé la voix pour dire « non ! » à l'industrie extractive et au patriarcat. Tel est le double combat des femmes indigènes de Sarayaku, qui sont décidées à s'opposer aussi bien à l'exploitation pétrolière que l'État équatorien prétend faire qu'au patriarcat ancestral auquel elles sont soumises dans leur communauté.

« Les femmes ont le même cœur et le même corps que les hommes, la seule chose qui nous manque c'est la barbe », affirme Corina Montalvo, une habitante de Sarayaku de 83 ans. « Avant, on nous appelait des *warmis sami*, c'est-à-dire des femmes qui ne peuvent rien faire. Mais c'était il y a longtemps, à une époque où on était des ignorants », se rappelle-t-elle. « Ils disaient que les femmes étaient faites pour faire la cuisine, pour laver le linge, pour faire la chicha et pour couper du bois, que c'était ça le travail des femmes. Mais plus tard nous avons appris que ce n'était pas ainsi et nous



avons dit que les hommes aussi devaient travailler. Les enfants sont à tous les deux, donc eux aussi doivent les élever », conclut-elle.

Cette vieille dame de Sarayaku, courageuse et expérimentée, a été l'une des promotrices de la première grande mobilisation de la communauté. Dans le courant de 1992, plusieurs peuples amazoniens de l'Équateur ont marché pour réclamer au gouvernement du président de l'époque, Rodrigo Borja, la légalisation de leurs titres de propriété correspondants aux territoires qu'ils occupaient. **Ce sont les femmes qui ont convaincu les hommes de parcourir à pied les presque 250 kilomètres de distance avec 2 000 mètres de dénivellation.** « Nous avons mis longtemps à arriver à Quito [la capitale], la marche a été dure. Nous étions 5 000, il y avait beaucoup de femmes, quelques-unes étaient de petites vieilles, d'autres portaient leurs enfants et d'autres encore étaient enceintes, raconte Montalvo, l'une des 1 600 habitantes de Sarayaku.

Narcisa Gualinga a marché en soutenant son fils. Cette femme de 72 ans, l'une des fondatrices de l'Association de femmes indigènes de Sarayaku (AMIS), une organisation pionnière, raconte : « Les hommes voulaient y aller en bus, ils ne voulaient pas marcher, mais nous n'avions pas d'argent. Nous, les femmes, les avons convaincus de marcher ». C'est la sœur aînée de Narcisa, Beatriz Gualinga, une leader historique, qui a pris la parole pour s'adresser au président Borja. « Il y avait **tant de personnes qui avaient des études et qui parlaient très bien l'espagnol, elle ne parlait pas bien, mais elle a parlé avec le gouvernement** », dit Narcisa. « Beatriz a parlé très fort. Elle a dit au président, en kichwa, que c'était seulement pour gagner des votes qu'il bougeait. Elle lui a crié très fort », affirme Montalvo.

La résistance à l'extraction

Le leadership des femmes de Sarayaku s'est maintenu au fil des ans. Les titres fonciers obtenus en 1992 n'ont pas servi à grand-chose lorsque, une décennie plus tard, la société pétrolière argentine CGC est arrivée sur le territoire communal sans l'autorisation des habitants, pour commencer la prospection sismique destinée à trouver du pétrole. Quand ils ont appris que l'entreprise était là, les femmes et les hommes de Sarayaku se sont mis en route.

« Quand la société pétrolière est arrivée, en 2002, nous sommes partis pour lutter. Les femmes se sont réunies pour décider qui allait partir et qui allait rester. Nous avons dû laisser nos enfants à la maison. Nous avons abandonné les *chakras* et toute la récolte s'est perdue », raconte Ena Santi, dirigeante actuelle de la Femme dans le Conseil du gouvernement autonome de Sarayaku. « À l'époque j'étais enceinte de neuf mois de ma fille Misha, mais j'ai marché quand même », dit-elle. « **Entre 20 femmes nous avons pris un canoë et nous sommes allées à l'endroit où avait atterri un hélicoptère avec des travailleurs de l'entreprise. Nous avons attrapé les travailleurs et les avons ramenés au centre de la communauté. Nous avons attrapé aussi quelques militaires et nous leur avons pris les armes. Nous n'avions que des lances** », explique Santi, ancienne secrétaire de l'AMIS. Plus tard, cette organisation s'est appelée *Kuri Ñampi* (chemin d'or).

Finalement, la communauté a réussi à expulser de son territoire la société pétrolière, mais elle ne s'est pas arrêtée là : Sarayaku a dénoncé l'État devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme pour avoir permis l'entrée de la CGC sans avoir



organisé une consultation de la communauté. En 2012, le tribunal **a obligé l'État à demander publiquement des excuses et à organiser une consultation libre et éclairée des habitants de la communauté avant d'entreprendre un quelconque projet pétrolier sur leur territoire.**

Après cette victoire, les femmes de Sarayaku ont continué de lutter au sein de la communauté mais aussi à l'extérieur. Le 8 mars 2016, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, des centaines de *warmis* de sept nationalités indigènes sont descendues dans les rues pour protester contre la concession de deux blocs pétroliers qui touchent en partie le territoire de Sarayaku au consortium chinois Andes Petroleum.

Des femmes kichwas, waoranis, zaparas, shiwiar, andoas, achuar et shuar ont manifesté clairement leur intention de lutter contre les projets d'extraction du gouvernement de Rafael Correa et des sociétés pétrolières chinoises Sinopec et CNPC.

Pendant les premiers mois de son gouvernement, Correa a été d'accord avec le mouvement indigène et les organisations écologistes, mais il n'a pas tardé à s'en éloigner et à reprendre la tradition extractive de ses prédécesseurs. **En plus, la répression de l'opposition indigène s'est accrue depuis 2015.** En août, à l'occasion de la grève nationale organisée par la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), plus de cent personnes ont été arrêtées. À la cordillère du Condor, l'armée a délogé les habitants des communautés shuar de Tundayme et Nankints pour faire de la place à deux grands projets miniers.

Une lutte quotidienne

Dans leur révolte quotidienne contre le patriarcat ancestral, les femmes de Sarayaku ont réussi à limiter la distribution d'alcool, à l'exception de la chicha, boisson traditionnelle à base de yucca qu'elles font fermenter elles-mêmes avec leur salive. « **Les femmes ont dû beaucoup lutter dans les assemblées pour que les hommes l'acceptent** », raconte Abigail Gualinga, une jeune femme de 20 ans qui appartient à la nouvelle génération de femmes combattantes de Sarayaku. **Bien que cette restriction n'élimine pas les inégalités qui découlent du système patriarcal, elle améliore considérablement les conditions de vie des *warmis*.** Dans son livre *Mujeres de maíz* rédigé au Chiapas, au Mexique, Guiomar Rovira explique que « **l'alcool a été, tout comme la religion et les armes, un moyen de contrôler et de soumettre les paysans et les indigènes pauvres. La consommation d'alcool a été jalousement préservée par les patrons, les caciques et tous les autres exploiters** ».

Une bonne partie des efforts des femmes indigènes organisées a pour but de s'opposer au patriarcat originaire ancestral qui définit les rôles sexuels des membres des communautés. D'après Lorena Cabnal, indigène xinca du Guatemala et théoricienne du féminisme communautaire, le patriarcat ancestral est « un système structurel millénaire d'oppression des femmes originaires ou indigènes ».

Sarayaku n'est pas le seul endroit de l'Équateur où les femmes ont pris le premier rôle pour défendre leur corps et leur territoires ancestral. Katy Machoa, dirigeante des femmes de la CONAIE, révèle la raison principale pour laquelle les femmes amazoniennes sont tellement décidées à lutter. « Nous avons une relation très



quotidienne, journalière, d'appartenance avec la terre. Dans la forêt tout provient de la terre, elle est notre source de vie, nous n'avons pas d'autre moyen d'existence. Le fait que le développement et l'entretien de la famille dépendent entièrement du territoire a fait que, quand tout ceci a été menacé, les femmes se sont organisées pour exiger le respect de notre mode de vie », explique-t-elle.

À Sarayaku, l'accès aux postes politiques est encore inégalitaire. **Bien que la lutte de Sarayaku dure depuis plus de trois décennies, ce n'est que ces dernières années que les femmes ont eu accès au conseil de gouvernement communautaire.** De même, malgré le rôle de leaders que les *warmis* ont joué dans la résistance contre l'exploitation de pétrole, une seule femme a été présidente du gouvernement autonome. Ainsi, aussi bien dans le domaine politique que dans la vie quotidienne les femmes ont encore beaucoup de batailles à livrer.

En attendant, les femmes comme Rita continuent de se lever à quatre heures du matin pour préparer le petit déjeuner, marcher jusqu'aux *chakras* pour arracher les mauvaises herbes et revenir chargées de paniers pleins de yucca, de bananes ou de papayes. Comme tant d'autres *warmis*, Rita continue de préparer la chicha et d'aller à la ville pour protester contre les intrusions de l'État et des entreprises pétrolières dans leur territoire. **Rita, dont le placenta est enterré dans le territoire de Sarayaku où elle est née, ne renonce pas à défendre le territoire que ses grand-mères lui ont laissé en héritage et qu'elle souhaite transférer intact à ses petites-filles.** En plus, elle souhaite profondément ne plus avoir peur quand elle rentre d'une manifestation parce que, comme le signale Machoa, « les hommes ne craignent pas que quelqu'un les attende à la maison pour les battre après une activité politique, mais les femmes oui ».

Le présent article résume l'article originel publié en janvier 2017 par Pikara Magazine : <http://www.pikaramagazine.com/2017/01/la-cotidiana-lucha-de-las-mujeres-kichwas-de-sarayaku/>.

*Jaime Giménez, <https://twitter.com/jaimegsb>
Journaliste de Sarayaku (Équateur)*





La résistance des Ngäbe et des Buglé maintient les industries extractives à l'extérieur de leurs territoires

L'histoire des peuples indigènes ngäbe-buglé, établis dans la région occidentale du Panama, est truffée d'abus et d'impositions depuis l'époque de la colonisation. Néanmoins, ils continuent de lutter sans trêve pour leur autonomie et contre l'installation d'entreprises minières, de barrages hydroélectriques et d'autres industries destructrices [1].

De nos jours, les industries les plus destructrices peuvent obtenir des 'labels verts' pour faire croire qu'elles respectent l'environnement ou pour financer des projets de 'compensation' qui, en théorie, remplacent la biodiversité perdue ou neutralisent la pollution. Or, cette stratégie ne fait qu'affermir le système actuel fondé sur l'extraction, en faisant croire aux consommateurs que la destruction est compensée ou qu'un projet destructeur peut être 'durable'.

Contre cette tendance à faire passer pour 'vertes' les entreprises polluées à force de slogans écologistes, les peuples sont en train d'opposer une forte résistance. À ce sujet, les Ngäbe-Buglé sont devenus une source d'inspiration en 2010, pour avoir obtenu l'approbation d'une loi qui interdisait les mines et les barrages hydroélectriques sur leur territoire. De même, en mars 2017 El Salvador a approuvé une législation qui interdit tous les types de mines de métaux à ciel ouvert, suite à de fortes manifestations d'opposition [2]. Au Costa Rica aussi, grâce aux plus de 15 ans de résistance populaire, les mines de métaux à ciel ouvert sont interdites [3]. Et en mars dernier également, une municipalité du sud de la Colombie a réussi à faire interdire une mine d'or à ciel ouvert qui allait être la plus grande du monde, grâce à l'opposition de la majorité de la population concernée [4].

En cette occasion nous avons parlé avec Rogelio Montezuma, directeur du Comité pour la défense de la Contrée Ngäbe-Buglé et protagoniste de la résistance à la mine de cuivre de Cerro Colorado et aux barrages hydroélectriques.

Entretien avec Rogelio Montezuma

1. Quels étaient les projets miniers et hydroélectriques prévus dans la région ?

Il était prévu de créer une concession minière sur le territoire des Ngäbe-Buglé en 2010, en réformant le code minier de façon à favoriser l'investissement étranger. Ceci aurait permis également de créer une concession sur l'eau pour la construction d'un barrage hydroélectrique, que la population a fermement refusé en 2011 et en 2012. Grâce à cela, le gouvernement de Ricardo Martinelli a dérogé la loi qui devait réformer le code minier et formulé une autre destinée à interdire aussi bien la prospection et l'exploitation minière que les barrages hydroélectriques dans la région.

2. Pourquoi était-il si important de protéger le Cerro Colorado contre les activités d'extraction ?

La protection du Cerro Colorado est importante en raison de la biodiversité qu'il contient et dont dépendent les communautés ngäbe, leur culture, leurs traditions et leurs



coutumes ; en outre, les fleuves de cette région sont d'autant plus importants qu'ils y prennent naissance et qu'ils approvisionnent la population indigène et non indigène. D'autre part, du point de vue géographique le Cerro Colorado est considéré comme un couloir biologique mésoaméricain et comme le poumon de la région.

3. Comment avez-vous organisé la résistance ? Quelle a été votre stratégie ?

La résistance s'est maintenue grâce à la prise de conscience de la population de la contrée. Pour y parvenir, on a transmis aux communautés de l'information concernant les effets négatifs de ces projets sur les aspects sociaux, écologiques et culturels, et on a projeté des vidéos sur les mauvaises expériences vécues par d'autres peuples indigènes en raison de l'exploitation minière.

4. Comment avez-vous réagi à la criminalisation et à la répression déployée par le gouvernement ?

La population ngäbe lutte avec ténacité pour sa survie. Elle n'a jamais renoncé à résister, malgré le massacre et la répression brutale de la part de la police nationale, jusqu'à l'établissement d'un accord qui garantit son aspiration à vivre sans mines et sans barrages.

5. Pourquoi l'accord contre les mines et les barrages hydroélectriques n'a-t-il pas été appliqué au barrage de Barro Blanco ?

L'accord conclu après la répression est devenu une loi qui interdit la prospection et l'exploitation minière, et les barrages également, dans la Contrée Ngäbe-Buglé. On n'a pas réussi à interdire le barrage de Barro Blanco parce qu'il est au dehors des limites de la région, malgré le fait qu'il a des répercussions sur les communautés ngäbe qui vivent sur les bords du fleuve où il a été construit.

6. Le barrage a-t-il déjà eu des répercussions sur les communautés et les forêts ?

L'effet concret qu'il a déjà eu est que le remplissage de la retenue a inondé les villages qui se trouvent sur les rives du fleuve Tasabara. Mais la résistance n'a pas encore pris de décision à ce sujet parce que les personnes concernées ont atteint un tel degré de désespoir que nous ne savons pas ce qui va se passer dans un proche avenir.

7. Comment pourrait-on soutenir de l'extérieur la lutte des peuples ngäbe-buglé ?

La participation ferme de la population est fondamentale dans tous les scénarios de projets semblables qu'on essaie d'imposer au peuple. En plus, la défense de la législation est essentielle et le sera toujours.

[1] <http://wrm.org.uy/oldsite/countries/Panama/article1.html> ;
<http://wrm.org.uy/oldsite/boletin/46/Panama.html>.

[2] <https://ramumine.wordpress.com/2017/03/31/el-salvador-prizing-water-over-gold-bans-all-metal-mining/>.

[3] <http://www.bdlaw.com/assets/htmldocuments/Costa%20Rica%20Proyecto-159481.pdf>.



[4] <https://ramumine.wordpress.com/2017/03/28/central-colombia-town-bans-worlds-largest-open-pit-goldmine/>.

[5] <http://www.radiotemplor.org/prohiben-la-mineria-a-cielo-abierto-en-areas-protegidas-de-panama/>.



La résistance au contrôle de la production et de la consommation d'aliments

Pour commencer à examiner en profondeur la production et la consommation d'aliments, en particulier dans un pays comme le Brésil, il est nécessaire de mentionner d'abord certains faits.

Premièrement, il faut toujours se rappeler que l'alimentation n'est pas une question sans importance, c'est une réalité de l'existence humaine. Quarante jours sans manger peuvent représenter la mort d'une personne. Nous n'avons pas la capacité dont jouissent les plantes à consommer les minéraux directement et à s'en nourrir. Nous avons besoin d'aliments produits par des plantes et des animaux (1), que la nature elle-même n'est pas capable de produire en quantité suffisante pour des milliers de millions d'êtres humains. Il est donc nécessaire de cultiver des plantes et d'élever des animaux pour produire des aliments.

Deuxièmement, le mode de production actuel est capitaliste, et le capitalisme est obsédé par sa propre reproduction et par l'accumulation de capitaux. Il transforme tout en marchandises à vendre pour gagner de l'argent. Ainsi, plus le mode de production capitaliste « se développe, plus la logique mercantile envahit, pénètre et sature l'ensemble des rapports sociaux », c'est-à-dire que la méthode mercantile s'universalise (2). Dans cette logique de production, les aliments aussi sont transformés en marchandises. Autrement dit, ce sont « des unités qui synthétisent leur valeur d'usage et leur valeur d'échange » (3), c'est-à-dire qu'on les produit pour les vendre. À la campagne, tout ce système s'appelle agro-industrie et, au Brésil, ce terme désigne plus qu'un système de production : c'est l'association directe de capitaux financiers, de transnationales de la biotechnologie et de la chimie lourde, de l'industrie métallurgique et des échanges coordonnés et parrainés par l'État.



Dans ce contexte, la production et la distribution d'aliments se sont transformées pour répondre aux intérêts des capitalistes. Le fait de réduire les aliments à de simples marchandises a suscité, et suscite encore, une série de contradictions et de problèmes à la campagne et dans les villes, en particulier la faim et la malnutrition.

Troisièmement, la plupart des aliments – 70 % dans le cas du Brésil (4) – sont produits par les petits producteurs. Ceux-ci ont donc besoin de commercialiser leur production et toutes les familles paysannes le font. Il existe plusieurs moyens de commercialisation, comme les marchés, les intermédiaires, les industries, les exportateurs, les négociants en céréales, etc. Ces moyens de commercialisation dépendent de plusieurs facteurs, tels que le type de produit, la distance et les dimensions de la ville à approvisionner.

Et finalement, la population souffre à l'heure actuelle des maladies directement associées à la consommation d'aliments inappropriés et pollués (diabète, hypertension, gastrite, maladies cardio-vasculaires, obésité, cancer). Tel est le résultat d'une méthode agricole qui emploie des produits chimiques toxiques, mais aussi de la production industrielle qui ajoute des conservateurs aux aliments. Le spectre de la faim, qui hante des millions de foyers brésiliens à faible revenu, est aussi une menace grave, soit parce que ces familles ont perdu leurs moyens d'existence, soit parce que la nourriture est devenue plus chère.

Nous partons donc de ces quatre constatations : nous avons besoin de nourriture pour vivre, la nourriture est produite et traitée (5) dans le contexte du mode de production capitaliste, la plupart des aliments sont produits par des systèmes non capitalistes de production (6), et le système agroalimentaire actuel est un problème de santé publique et de profonde injustice sociale.

Le contrôle des aliments

Le capitalisme a commencé par s'approprier l'intermédiation entre les producteurs d'aliments et les consommateurs. Son but est de modifier les normes alimentaires et les méthodes de culture, afin d'obtenir une marge de bénéfice plus importante. Par exemple, le soja représente près de 60 % des récoltes du Brésil. Par contre, en 2016, la récolte de haricots a été très limitée. Or, le soja et les haricots sont des plantes semblables, elles appartiennent à la même famille et là où l'on cultive l'une on peut cultiver l'autre. Alors pourquoi la récolte de haricots a-t-elle été insuffisante ? La réponse est simple : le haricot n'est pas une bonne marchandise, on ne peut pas le stocker pendant longtemps et il n'est destiné qu'à l'alimentation humaine. Même si les recettes à base de haricots sont nombreuses, on les fait cuire tels qu'ils viennent. Par contre, à partir du soja on fabrique de l'huile, des graisses, du lait, des jus de fruits, du chocolat, des biscuits et des viandes, soit une foule de marchandises.

En tant qu'intermédiaires, les grandes entreprises capitalistes gagnent beaucoup d'argent en achetant bon marché pour vendre cher, et déterminent peu à peu ce que l'agriculteur doit produire et comment, et ce que le consommateur doit consommer et comment. Dans ce sens, le marché cesse d'être un simple intermédiaire et devient celui qui détermine le système agroalimentaire.

Le problème de ce système c'est qu'il centre tout sur la génération de profits économiques, sur l'accumulation de capital, et non sur l'être humain. À un bout de la



chaîne se trouve l'agriculteur, dont la situation économique est toujours précaire, et à l'autre bout se trouve le consommateur, qui paie cher et consomme une nourriture empoisonnée, car le système agro-industriel implique l'utilisation intensive de produits chimiques pendant la production mais aussi et surtout pendant le traitement des aliments, où l'on a recours à des conservateurs, à l'irradiation, aux bains de fongicides et à d'autres méthodes destinées à en prolonger la durée de vie.

Cela entraîne de graves problèmes de santé publique dans le monde entier, et une diminution permanente de la population de la campagne où l'exode rural continue, quoique avec moins d'intensité. La plupart du temps ce ne sont pas des familles entières qui partent mais les jeunes. Cela est dû à l'interaction des facteurs suivants : i) le revenu des familles rurales est chaque fois moindre parce que le coût de production augmente sans qu'il y ait une augmentation comparable du prix de vente des produits ; ainsi, le revenu de la famille diminue et ses membres doivent chercher des moyens d'existence extérieurs ; ii) le milieu rural manque des installations nécessaires pour vivre dans des conditions appropriées : services médicaux, écoles, espaces culturels et sportifs, etc., et cela n'encourage pas les gens à rester à la campagne ; iii) les préjugés à l'égard des paysans et du travail manuel font que les gens, les jeunes en particulier, aient honte de vivre à la campagne et de travailler la terre ; iv) la publicité fait croire que les espaces urbains offrent beaucoup de possibilités ; v) les rapports entre les sexes oppriment les jeunes, et surtout les femmes.

Ce processus de contrôle des aliments comporte des mesures de violence et de persécution de la production paysanne, qui se manifestent dans la législation sanitaire, dans la limitation des crédits bancaires aux agriculteurs, dans le combat contre les marchés en plein air et dans la propagande destinée à montrer que l'agro-industrie est la seule méthode possible de production d'aliments.

La résistance

C'est dans ce contexte que les mouvements paysans du Brésil, et surtout le Mouvement des petits agriculteurs (MPA), invite toutes les familles paysannes à intensifier leur production, aussi bien pour leur propre consommation que pour approvisionner les villes en aliments sains à un prix juste. Comment le faire ?

En ce qui concerne la production, beaucoup a déjà été fait, et nous avons les connaissances pratiques et théoriques nécessaires pour avancer vers la massification de la production agroécologique. Le principal défi à relever concerne la commercialisation. Grâce au Programme d'acquisition d'aliments (7), une politique d'État, on avançait bien dans ce sens, mais avec le coup d'État de 2016 (8) cette politique a été abandonnée et il faut chercher d'autres voies. Il n'y a pas de recette pour le faire, mais nous allons énumérer brièvement quelques principes et quelques expériences en cours.

Premièrement, il faut que nous soyons conscients de la portée de ce que nous faisons en matière d'expériences de production agroécologique et de méthodes diverses de vente et de distribution directe au consommateur. Nous sommes en train de démontrer que nous sommes capables d'approvisionner l'humanité en aliments sains. Nous sommes en train de montrer que nous, les paysans, nous faisons partie de l'avenir plutôt que d'être un vestige du passé. Nous démontrons aussi qu'il est possible de produire des aliments sans



produits toxiques, et nous éliminons la distance entre celui qui produit et celui qui consomme.

Ainsi, dans la stratégie politique des agriculteurs et du MPA en ce moment historique, la commercialisation va BIEN AU-DELÀ DE LA SIMPLE ACTION DE VENDRE. Notre processus de commercialisation doit servir à légitimer le paysannat, il doit être un instrument d'agitation et de propagande pour la population rurale mais, aussi et surtout, pour la population urbaine qui a besoin de connaître les problèmes de la campagne afin de participer à la lutte pour la défense des agriculteurs. C'est en quelque sorte l'estomac qui ouvre la voie pour atteindre la population urbaine et la convoquer à lutter contre le capitalisme.

Par conséquent, la production, la commercialisation et la consommation d'aliments sains doivent être comprises par tous comme un acte politique de contestation de l'ordre établi et d'opposition au système agroalimentaire défendu par le capitalisme. Et dans ce sens, la commercialisation est le pont qui relie la campagne à la ville.

Ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire :

- **Dans les villes de province**, dans les petites villes où nous sommes présents, encourager les familles à organiser des **marchés en plein air** ; parler avec les églises, les écoles, les syndicats urbains, les organisations et les associations sur l'importance des aliments sains et des marchés locaux ; faire de ces derniers des espaces de formation politique concernant la nourriture et la résistance paysanne ; les **marchés populaires** sont aussi des moyens importants de commercialisation et de projection du MPA et de ses débats.
- **Dans les villes régionales**, renforcer les marchés déjà existants et encourager les familles à y participer. Nous pouvons organiser le transport collectif de la production, organiser des structures de stockage et de distribution dans ces villes, ouvrir de nouveaux points de vente d'aliments sains. D'autres possibilités sont la vente de paniers d'aliments, la création de réseaux de consommateurs d'aliments sains, la création de marchés populaires en collaboration avec des organisations urbaines, l'approvisionnement des restaurants et des cantines communales. Ces villes ont davantage de possibilités de contacts politiques et nous permettraient d'atteindre un groupe plus nombreux de personnes. Ainsi, notre débat politique aura davantage de répercussion, mais nous devons faire notre part du travail, aussi bien dans l'articulation et l'établissement de rapports entre le MPA et d'autres organisations que dans la relation directe avec le peuple consommateur.
- **C'est dans les capitales et les grandes villes** que les contradictions du système agroalimentaire sont le plus évidentes. On y trouve d'un côté un centre riche, obèse et malade, et de l'autre une banlieue soumise à des limitations alimentaires et qui doit réfléchir à ce qu'elle va mettre sur la table. Comme dans ces grandes villes il y a beaucoup d'organisations, les petites initiatives de commercialisation peuvent avoir une répercussion politique importante. Toutes les possibilités de commercialisation énoncées dans le point précédent peuvent être mises en œuvre dans les grandes villes également, mais elles demandent un effort d'organisation plus grand pour que les aliments y arrivent en bon état et à bon prix. Cela aura de bons résultats pour le MPA et pour les familles, et permettra aussi de faire de l'activisme et de la publicité concernant la nourriture.



Nous n'avons pas dit grand-chose ici des politiques publiques de commercialisation, mais il faut lutter pour elles, et pour qu'elles soient subordonnées aux critères que nous venons d'exposer. Ces politiques doivent contribuer à la lutte contre le système agroalimentaire dominant. Dans la pratique, nous devons convoquer la population des quartiers populaires à lutter auprès de nous pour que soit reprise la politique publique d'achat direct d'aliments prévue dans le Programme d'acquisition d'aliments que le gouvernement actuel a abandonné. À partir de ce débat et de la lutte pour les aliments, il faut entreprendre aussi des débats sur la santé, sur le paysannat, sur la lutte contre le système capitaliste.

Il est fondamental de mettre au clair que la commercialisation est un moyen de faire de la politique, non pas dans le sens électoral mais dans celui de discuter de questions générales, des orientations du pays, un moyen de prendre conscience de la réalité dans laquelle nous vivons et du besoin de mettre en route des transformations. C'est la politique dont nous devons nous occuper après le coup d'État au Brésil, en ce moment où il faut résister au retrait des droits des travailleurs et des travailleuses de la campagne et de la ville. Nous devons donc toujours garder cela à l'esprit au moment de faire notre planification ; autrement, nous mettrons en œuvre de bonnes expériences économiques qui n'auront pas d'impact politique et qui, par conséquent, seront de courte durée, faute du soutien nécessaire.

Le chemin parcouru a démontré que nos expériences se maintiennent à condition d'être soutenues par une bonne organisation, car l'agro-industrie, avec le plein appui de l'État, réagit rapidement pour les contrecarrer. Au Brésil nous avons deux cas emblématiques. Le premier a eu lieu à São Gabriel da Palha, Espírito Santo, dans le Marché populaire d'aliments : il avait fonctionné pendant quelques mois seulement quand le ministère de l'Agriculture a organisé une opération où des produits ont été confisqués, il a dénoncé l'association et proféré des menaces. Face à cette situation, des assemblées publiques et des mobilisations ont été organisées, les consommateurs ont collecté des signatures et il y a eu d'autres actions encore, qui ont poussé le ministère à faire marche arrière. Rien d'autre ne s'est passé depuis. Le deuxième cas a eu lieu à Alta Floresta do Oeste, Rondônia, où un agriculteur a appris à fabriquer du sel minéral. Son bétail a été confisqué et il a reçu des menaces : on lui a dit que tout son troupeau serait sacrifié. La mobilisation locale et nationale du MPA a empêché ces actions, et on a exigé qu'on analyse le sel minéral fait par l'agriculteur. L'analyse a montré que le sel n'avait aucun problème, sauf qu'il avait été fait par l'agriculteur au lieu d'être acheté aux entreprises agro-industrielles. Ces deux cas montrent que la construction de nouvelles options n'est pas facile et que l'agro-industrie réagit, criminalise et combat toutes nos initiatives.

Donc, pour résister il faut que les agriculteurs et les consommateurs s'organisent et qu'ils aient des rapports directs entre eux car pour pouvoir mettre des aliments sains sur la table familiale il faut affronter le pouvoir de l'agro-industrie.

Mars 2017

Raul Ristow Krauser

Agriculteur, militant du Mouvement des petits agriculteurs, économiste, expert en administration publique, il prépare en ce moment un master en politique sociale.

(1) Le rôle des animaux dans l'alimentation humaine a fait l'objet de longs débats. Nous n'entrerons pas ici dans cette discussion, mais nous pensons que les systèmes agricoles



durables exigent l'intégration d'animaux et de végétaux (il suffit de voir comment les plantes dépendent des pollinisateurs). Même indirectement, la production d'aliments dépend des animaux. D'autre part, il existe des différences profondes entre le système industriel d'élevage, où les animaux sont en stabulation et nourris de maïs et de soja, et les systèmes d'élevage des paysans.

(2) Netto, José Paulo, et Braz, Marcelo, 2010. *Economia Política: uma introdução crítica*. São Paulo: Cortez, p. 85.

(3) Id., p. 80.

(4) O Estado Da Segurança Alimentar E Nutricional No Brasil: Um retrato multidimensional. RELATÓRIO 2014. Pages 8 et 55.

(5) Nous appelons traitement tout le processus postérieur à la production, qui va jusqu'à l'industrialisation, le stockage et la distribution.

(6) Produits par des systèmes familiaux ou communaux, sans exploitation de main-d'œuvre de tiers, sans extraction de la plus-value au cours du processus de production ; néanmoins, lorsque ces aliments circulent le système capitaliste se les approprie et les transforme en marchandises pour servir à des fins lucratives.

(7) Ce programme achetait des produits aux agriculteurs et les distribuait à des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il a été créé dans le cadre du programme FOME ZERO du gouvernement Lula.

(8) En 2016, suite au processus d'impeachment contre la présidente élue Dilma Rousseff, le vice-président a assumé la présidence du Brésil.



La femme et le palmier à huile traditionnel : Une lutte pour la vie

Marie Crescence Ngobo coordonne le Réseau des Acteurs du Développement Durable, le RADD, au Cameroun. Le RADD a travaillé avec des femmes, sur le plan économique et sur le plan social en organisant des activités pour que les femmes puissent retrouver leur identité, leur autonomie, de manière à ce que, au niveau de la famille, nous ayons un développement réel, afin de pouvoir améliorer les conditions de vie au sein de la famille.



Marie Crescence, vous avez organisé quatre ateliers pendant l'année 2016 sur le palmier à huile traditionnel. Comment cela s'est-il passé et qu'est-ce que vous avez constaté dans ces rencontres avec les femmes ?

Les ateliers consistaient à amener les femmes à aller dans les tréfonds de leurs cultures et de leurs traditions pour prendre tout ce qu'il y avait comme valeurs en lien avec le palmier à huile traditionnel. Avec l'objectif de préserver ces recettes en les imprimant dans un livret qui va être redistribué aux femmes. Le but de cette action étant la valorisation des usages nutritifs, médicinaux et artisanaux du palmier à huile traditionnel en vue de la préservation de cette essence.

Ces ateliers se sont organisés dans le cadre d'une caravane composée des femmes qui ont participé à l'activité de Mundemba (1); Partout où la caravane est arrivée, nous avons porté aux femmes les messages de l'utilisation durable du palmier à huile traditionnel et de la préservation de tous les meilleurs usages issus de ce palmier. Et, à la fin de ces quatre ateliers, nous avons eu quatre grandes remarques essentielles.

La première remarque c'est que, le palmier à huile traditionnel est véritablement menacé de disparition. Ce palmier est envahi par le palmier à huile industriel parce que sur le plan de la productivité, ce dernier à une valeur économique plus importante et il prend de l'ampleur, anéantissant ainsi le palmier à huile traditionnel. Il est aussi menacé par les populations elles-mêmes, qui ont introduit dans leurs façons de l'utiliser, un mode d'exploitation destructeur. Elles vont jusqu'à déraciner les palmiers à huile traditionnels, ou alors à les couper au niveau du tronc, pour extraire le vin qui n'est pas seulement utilisé pour être consommé directement, mais aussi pour préparer un alcool que les populations locales consomment abondamment. C'est pour cela que ces variétés de palmier à huile deviennent de plus en plus rares. Comme résultat, les femmes n'ont plus la possibilité de retrouver toutes les facilités qu'elles avaient, par la cueillette, de pouvoir obtenir soit les noix, soit les noisettes, pour pouvoir les transformer et nourrir ou soigner la famille.

La deuxième remarque a été que le palmier à huile traditionnel est extrêmement important parce que c'est un produit que les femmes avaient l'habitude d'aller derrière leurs maisons, ramasser les noix et dans les heures qui suivaient, elles pouvaient déjà préparer la nourriture pour leur famille. Aujourd'hui, il n'est plus possible de le faire. Avec la rareté du palmier à huile traditionnel et de ses sous-produits, (noix et noisettes, racines...). Elles sont obligées d'aller au marché pour en acheter. Malheureusement, elles n'ont pas toujours de l'argent pour le faire. Finalement c'est la famine dans la maison. L'huile traditionnelle est aussi importante parce que l'huile sélectionnée ou industrielle ne donne pas le même résultat au goût. Les communautés comme celles qu'on a rencontrées veulent seulement l'huile de palme traditionnelle pour certaines recettes traditionnelles. Dans beaucoup de ménages au Cameroun, quand une femme va au marché, elle a besoin d'acheter les noix du village, pour obtenir à la fin les meilleurs mets. Avec les noix industrielles aussi appelée socapalm, les mets perdent inévitablement les bonnes saveurs et donc tout ce que nous avons comme souveraineté sur le plan culinaire.

Sur un autre plan, toutes les recettes médicinales fabriquées avec le palmier à huile doivent être faites avec le palmier à huile traditionnel, pour avoir de bons résultats. Et nous savons que cette pharmacopée traditionnelle, constitue le premier secours pour les



populations, lorsque souvent, les hôpitaux sont très éloignés de ces communautés, parfois sans médecins. Mais déjà, elles savaient que, lorsqu'elles ont leurs palmiers à huile traditionnel, elles peuvent prendre les racines, les fruits, les noix et les noisettes, s'administrer les premiers soins ou se soigner totalement.

La troisième remarque est qu'il est extrêmement nécessaire de penser à la valorisation du palmier à huile traditionnel, parce qu'avec ses valeurs reconnues sur les plans nutritionnel, médicinal et artisanal, le palmier à huile industriel reste privilégié économiquement. C'est pour ça que de plus en plus, au niveau du Cameroun, nous pensons à ouvrir un hub spécialisé qui va vendre seulement les sous produits du palmier à huile traditionnel pour satisfaire un marché potentiel demandeur. Les femmes en milieu urbain ont besoin de l'huile de palme traditionnel qu'elles appellent l'huile du village, des noix du village, de l'huile de palmiste noire. Il faut trouver un moyen pour leur faciliter l'accès à ces sous-produits du palmier à huile traditionnel.

Et un quatrième aspect que nous avons constaté est qu'il y a une grande volonté de la part des femmes rencontrées de pérenniser cette espèce, de faire en sorte qu'elles ne perdent pas totalement ce palmier à huile traditionnel. Elles ont même commencé à mettre en place de petites pépinières, pour replanter dans leurs champs. Il y en a aussi qui ont pris la décision, lorsqu'on finissait l'atelier, de commencer à l'appivoiser. C'est-à-dire quand la femme travaille son champ et qu'elle trouve des jeunes pousses de palmier à huile traditionnel qui montent, au lieu de les détruire comme elles faisaient avant, elles les gardent, les protègent, de manière à ce qu'elles grandissent.

Voilà les plus grandes remarques qui découlent de ces activités. Nous remercions toutes femmes qui se sont rendues disponibles, ouvertes et qui se sont appropriées l'initiative. Nous sommes convaincues que ce livre de recettes va pérenniser toutes ces richesses culturelles issues du palmier à huile traditionnelle pour des générations présentes et futures. Avec cette capitalisation, nous allons pouvoir inciter, même les hommes, à gérer durablement cette essence de palmier à huile, puisque ce sont eux qui sont responsables de la destruction du palmier à huile traditionnel. À travers cet outil, nous ambitionnons de toucher aussi les jeunes qui doivent continuer à œuvrer pour la gestion durable de ce palmier à huile traditionnel.

Maintenant on voit en Afrique l'expansion des grandes plantations industrielles de milliers d'hectares, et on voit les communautés perdre les terres, les forêts où ils localisent leurs palmiers traditionnels. Comment cela aussi affecte les femmes dans les communautés ?

Cette expansion de l'huile de palme industrielle a déjà créé, une dépendance alimentaire vis-à-vis de ces huiles dont nous ignorons la provenance et les processus de production. C'est toujours plus rassurant de consommer un produit dont on maîtrise la traçabilité. Il en était ainsi de l'huile traditionnelle qui est un produit plus naturel même à première vue. L'huile industrielle perd le goût authentique de mets locaux, les valeurs culinaires locales se détériorent, sont menacées et par elles notre souveraineté alimentaire.

Maintenant, quand on prend au niveau des femmes riveraines qui vivent dans les communautés où les grandes monocultures industrielles de palmier ont été mises en place, c'est vraiment la catastrophe. Les femmes entrent dans un système de pauvreté qui ne recule pas, elles deviennent totalement dépendantes parce que la nourriture



qu'elles avaient l'habitude de produire dans leurs exploitations n'existe plus. Elles se trouvent obligées de tout acheter. Sans ressources consistantes, elles doivent faire face à l'éducation de leurs enfants, aux maladies, à la famine, au logement de la famille. Elles vivent de façon précaire de génération en générations.

Il y a aussi la destruction de la biodiversité, en dégageant la forêt pour planter le palmier à huile industrielle. Les produits forestiers non ligneux qu'elles avaient l'habitude d'aller cueillir, manger et vendre pour avoir de l'argent sont rasés, enfouissant les femmes riveraines dans la précarité. Avec cette destruction de la forêt, c'est les racines même de la vie de la femme qui sont détruites, et avec elles, celles de la famille, celles de la société.

Tout ces déstabilisations entraînent aussi des conflits au sein de et entre les familles. Elles sont obligées de se disperser, de se disloquer, parce que les bases de la vie sont détruites. Les enfants sont dans l'incertitude. Les filles s'exposent à la débauche. Les jeunes garçons vont en aventure et risquent de s'évanouir dans les mers à la quête d'autres eldorado. Il devient impossible de retrouver cette chaleur familiale. La famille qui est la cellule essentielle pour le développement de toute société.

C'est un système qui fragilise la vie des femmes, lorsque cette expansion s'installe. Il devient pratiquement impossible pour elles de vivre et de faire vivre leurs familles. Certaines sont appelées à travailler dans des exploitations, mais elles doivent partir de la maison très tôt le matin pour rentrer tard dans la soirée, pour un maigre salaire. A quel moment vont-elles pouvoir assurer la gestion de leur maisonnée?

Pour prévenir ces conséquences, nous devons sensibiliser les femmes sur le fait qu'elles doivent défendre farouchement leurs espaces de vie, partout où elles ont pu développer leurs activités (jachères, sources, rivières, marchés...) de manière à ce que tout cela soit préservé lorsque ces grandes exploitations de monoculture s'installent.

Pouvez-vous commenter un peu plus sur l'importance de conserver l'usage, la consommation des produits à base du palmier traditionnel, pour les femmes et les populations des pays en Afrique de l'Ouest et Afrique Central, l'avantage du palmier à huile traditionnel, l'importance. Et qu'on doit faire pour garantir dans le futur le palmier à huile traditionnel et le conserver.

Par rapport à la conservation du palmier à huile traditionnel, il faut valoriser davantage les sous produits issus de cette essence. Ce sont des produits de première qualité dont il faut améliorer les méthodes de transformation et de conservation, avec un beau packaging et vendre sous un label qui leur donne plus de valeur. Même les consommateurs attendent cela, et ce sera un moyen viable, durable qui incitera les femmes à s'investir dans les processus de préservation ou de gestion durable du palmier à huile traditionnel à partir de la base.

Il faudra aussi encourager les initiatives liées à la préservation, continuer la sensibilisation des femmes et aussi des hommes. Sur le terrain, elles nous ont dit « nous avons besoin que vous madame vous veniez jusqu'à nos villages pour dire ce que vous êtes en train de dire là aux hommes, parce que quand nous leur parlons, ils ne nous écoutent pas, ils continuent toujours à couper, et si vous venez sur place, ils vont comprendre ce que vous êtes en train de dire comme nous vous comprenions tout à



l'heure » ; donc, cette sensibilisation de proximité est extrêmement importante et attendue par les femmes.

Toujours par rapport au palmier à huile traditionnel, il faut qu'on améliore les technologies de transformation, de conservation et de conditionnement des sous produits en introduisant des technologies modernes dans l'obtention de l'huile de palme traditionnelle par exemple. Je pense que ces deux articulations seraient nécessaires pour promouvoir la gestion durable du palmier à huile traditionnel.

Je voudrais profiter de cette tribune pour lancer un vibrant appel à toutes les femmes qui sont dans les communautés pour leur dire qu'elles ne sont pas seules. Ensemble, nous pouvons mettre fin ou atténuer les conséquences qu'elles subissent aujourd'hui. Que ce soit au Cameroun, au Gabon, en RDC au Congo Brazza, en Côte d'Ivoire, au Nigeria au Sierra Leone, ensemble, nous pouvons mettre la pression sur ces compagnies qui détruisent la vie des femmes dans les communautés. De part les droits de l'homme, ces femmes ont le droit de vivre et de bien vivre. C'est inadmissible qu'elles deviennent des esclaves dans leur village. Si ces femmes ne peuvent vivre pleinement dans leur village, elles auront difficilement une vie meilleure ailleurs. Une femme agricultrice à qui on a arraché la terre, il ne lui reste plus rien, peut-être certainement la mort. Mais, nous sommes ici pour produire la vie, et nous nous engageons à œuvrer pour que cette vie-là leur soit restituée.

Il faut impérativement une solidarité féminine forte, que ce soit au niveau national, ou international pour soutenir, accompagner ces femmes dans la défense de leurs espaces de vie.

J'interpelle donc les femmes d'Afrique et du monde afin qu'on se mobilise comme nous savons le faire dans des meetings politiques ou dans des églises pour défendre les intérêts des femmes, des familles détruites par les accaparements des terres. Il ne faut jamais se lasser quand on lutte pour une bonne cause. Rien ne doit nous arrêter. Soyons nombreuses à se mobiliser pour exprimer notre solidarité et soutenir toutes ces initiatives qui œuvrent pour la restauration de la dignité de la femme riveraine des exploitations de monocultures agricoles.

Oui nous devons !
Oui nous pouvons !
Oui nous gagnerons !

(1) Les quatre ateliers avec des femmes des communautés sur le palmier à huile traditionnel était une des recommandations résultant d'un atelier avec des femmes de différents pays d'Afrique et d'ailleurs sur l'expansion d'huile industrielle en Afrique et les impacts de cette expansion sur la vie des femmes, facilité et organisé par le RADD, en collaboration et avec l'appui de GRAIN, SEFE, CED et WRM, organisé à Mundemba, Cameroun en 2016 (voir déclaration de Mundemba [ici](#)).



LES ACTIONS EN COURS

Sauvez la péninsule d'Ampasindava à Madagascar!



Un projet minier menace de détruire la presque île d'Ampasindava à tout jamais - une superficie qui compte environ 33 000 habitants, des communautés qui vivent essentiellement de la pêche et de l'agriculture. La société Tantalum Rare Earth Madagascar (TREM) y a obtenu de l'Etat malgache une concession de 300 km², pour extraire des minerais faisant partis des terres rares - la plus polluante au monde. Soutenez la pétition en français pour arrêter cette mine!

<https://www.change.org/p/projet-tantalus-sauvez-l-archipel-de-nosy-be-et-la-p%C3%A9ninsule-d-ampasindava>

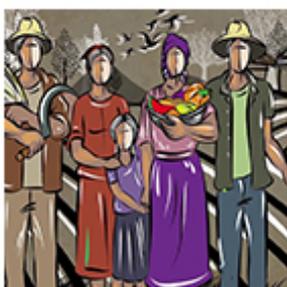
Arrêtez l'extraction minière au Panama !



Les nombreuses communautés panaméennes touchées par l'industrie minière, les organisations écologistes, les défenseurs des droits de l'homme, les mouvements sociaux et citoyens rejettent catégoriquement cette industrie exploiteuse et meurtrière. Les témoignages des familles concernées et les dégâts écologiques provoqués par l'industrie minière au Panama sont des raisons suffisantes pour stopper les transnationales minières qui fonctionnent dans le pays. Vous pouvez adhérer à ce refus en signant la pétition suivante (en

espagnol) : <https://www.change.org/p/presidente-de-panamá-juan-carlos-varela-petición-de-cancelación-al-modelo-extractivo-minero-en-panamá>

Le droit de résister aux accaparements de terre



Des millions de paysans traditionnels et de communautés indigènes du monde entier voient réduit leur accès à leurs terres et leurs forêts parce que celles-ci sont monopolisées et contrôlées par des propriétaires terriens et de grandes entreprises. "The Right to Resist Land Grabs" (Le droit de résister aux accaparements de terre) est un court-métrage qui raconte l'histoire de l'accaparement et la répression que subissent les communautés, et de la résistance de la population. Le film en anglais :

<https://www.youtube.com/watch?v=fNG9ZcmUw0o&feature=youtu.be>. Davantage d'information sur la campagne "No Land No Life" (en anglais) : <https://panap.net/campaigns/no-land-no-life/>.



Les Philippines interdisent toute nouvelle mine de métaux à ciel ouvert



Les preuves indiscutables des forts préjudices que subissent les habitants et les réserves d'eau des Philippines, jointes à la découverte de nombreuses violations de la législation environnementale, ont poussé le gouvernement à interdire toute nouvelle mine d'or, de cuivre, de nickel et d'argent à ciel ouvert. L'actuelle ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles a annulé ou suspendu 26 permis d'extraction et révoqué 75 accords passés par le gouvernement avec des sociétés minières qui prévoyaient de creuser des

mines dans des bassins versants. En annonçant l'interdiction, elle a dit : « L'eau, c'est la vie ».

Davantage

d'information

(en

anglais):

<https://ramumine.wordpress.com/2017/05/01/philippines-bans-new-open-pit-metal-mines/>

Le projet de compensation de biodiversité de Rio Tinto à Madagascar impose de sévères restrictions aux communautés locales



QMM, filiale malgache de Rio Tinto (une société minière anglo-australienne), est en train d'extraire de l'ilménite à Fort-Dauphin, Madagascar, pour l'exporter vers le Canada. Pour compenser la destruction provoquée par cette activité minière, QMM a mis en œuvre un projet de compensation de biodiversité dans une autre forêt située à 50 km au nord du site de la mine. Les restrictions imposées aux habitants du site de compensation sont en train de provoquer de graves problèmes de droits de l'homme, de santé et de sécurité alimentaire.

L'ONG Re:Common a produit une vidéo à ce sujet, intitulée *Your Mine* :

<https://www.youtube.com/watch?v=x-ZB2xyCfQ&feature=youtu.be>. Athanase Monja, un agriculteur malgache affecté par les activités de Rio Tinto, prévoyait de parler à l'Assemblée générale annuelle de l'entreprise, le 12 octobre, mais le visa lui a été refusé par le ministère de l'Intérieur. Davantage d'information en anglais :

<https://www.theguardian.com/global-development/2017/apr/07/madagascar-farmer-mining-firm-rio-tinto-ousted-from-land-athanase-monja>.

Que la Norvège cesse d'investir dans les plantations d'eucalyptus !



O Comité Norvégien de Solidariedade à América Latina, que Le Comité de solidarité norvégien pour l'Amérique latine, qui lance des débats sur les principes éthiques des investissements norvégiens, et un réseau d'organisations norvégiennes ont invité des Guatémaltèques, des Honduriens, des Brésiliens et



des Samis suédois à présenter leurs histoires, leurs recherches et leurs réflexions à un tribunal populaire, en mars 2017. L'une des affaires soumises au tribunal concernait la situation dans l'extrême sud de Bahia, au Brésil, où fonctionnent trois des plus grosses entreprises de production de pâte à papier (Suzano, Veracel et Fibria). Le Fonds de pension gouvernemental norvégien investit plus de 3,5 milliards de couronnes norvégiennes dans ces sociétés de plantation d'eucalyptus, en dépit des preuves des effets négatifs de ces plantations industrielles sur les forêts, la biodiversité et les sources d'eau, et malgré la destruction des territoires et des moyens d'existence qu'elles provoquent sur place.

Le tribunal populaire fait partie d'une campagne pour exiger au Fonds norvégien de se désister de ces investissements et, surtout, d'effectuer un contrôle strict et transparent des investissements norvégiens en général. <http://www.latin-amerikagruppene.no/> (avec versions en anglais, espagnol et portugais). Le rapport du tribunal sera bientôt publié en portugais, et une vidéo sur la campagne est disponible ici (avec sous-titres en anglais et en espagnol) : <https://www.youtube.com/watch?v=QuUksdFDmHU>.

RECOMMANDATIONS

Implications sociales et environnementales de la construction de l'espace touristique



Cet article, rédigé pour le réseau de recherche et de communication Alba Sud, jette un regard critique sur les territoires monopolisés par les investissements touristiques, en se centrant sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. La pénétration de l'investissement dans le tourisme et l'immobilier, accompagnée de certaines lois et de politiques publiques, provoque une métamorphose radicale de l'aménagement du territoire. La nature, transformée en marchandise, devient un facteur clé de l'augmentation des

bénéfices, et les populations perdent leurs territoires, leurs savoirs et leur culture.

L'article en espagnol est disponible à l'adresse

<http://www.albasud.org/noticia/942/implicaciones-socio-ambientales-de-la-construccion-del-espacio-turistico#sthash.IST9x8Jc.dpuf>.

L'avancée des plantations forestières sur les territoires des agriculteurs du corridor de Nacala : l'affaire de Green Resources au Mozambique

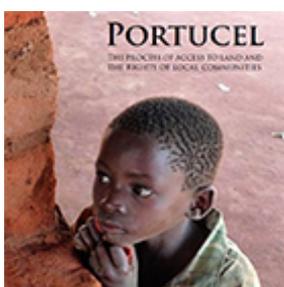
Cette publication donne un panorama détaillé et des preuves basées sur une investigation sur le terrain des conséquences des plantations de pins et d'eucalyptus pour les communautés de trois provinces mozambicaines, en se centrant sur l'une des principales entreprises qui fonctionnent au Mozambique et dans l'Afrique du sud et de l'ouest : la société norvégienne Green Resources. Ces dernières années, cette société a



accaparé près de 265 000 hectares rien qu'au Mozambique, dépossédant ainsi les communautés des terres dont elles dépendaient pour leur subsistance. Le rapport, rédigé par Lexterra, a été présenté en 2016 par les organisations mozambicaines Livaningo, UNAC (União Nacional de Camponeses) et Justiça Ambiental / Amis de la Terre Mozambique.

<http://wrm.org.uy/other-relevant-information/the-progress-of-forest-plantations-on-the-farmers-territories-in-the-nacala-corridor-the-case-of-green-resources-mozambique> (en anglais et en portugais).

Portucel : le processus d'accès à la terre et les droits des communautés du Mozambique

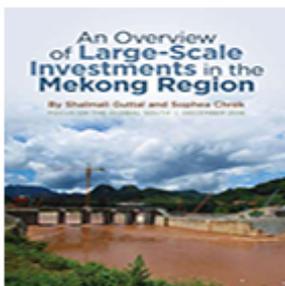


La société portugaise Portucel Mozambique est l'entreprise de plantation qui possède la concession foncière la plus large : 356 000 hectares. Parmi ses projets figure la construction d'une usine qui produira de la pâte à papier pour l'exporter vers le marché asiatique. Une enquête menée sur le terrain pendant près de 4 ans a permis de vérifier la perte de terres et de moyens de subsistance que ce projet de plantation à grande échelle a comportée, et elle a donné lieu à un rapport publié en 2016 par Justiça Ambiental / Amis de la Terre Mozambique, en

association avec le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM).

<http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/portucel-the-process-of-the-access-to-land-and-the-rights-of-local-communities/> (en anglais et en portugais).

Un panorama des investissements à grande échelle dans la région du Mékong



Dans toute la région du Mékong, le type de « développement » promu par les gouvernements accorde la priorité à la privatisation et à la libéralisation du commerce et des investissements. Presque tous les secteurs de l'économie recherchent l'investissement privé. La publication présente une vue d'ensemble de ces tendances dans la région du Mékong, les modifications des lois et des politiques destinées à faciliter les investissements étrangers et nationaux, et les conséquences pour les conditions de vie et de travail des

travailleurs des Zones économiques spéciales. Il offre une vision critique de la manière dont ces politiques privilégient les grands investisseurs au détriment des populations locales et de l'intérêt public. Le document en anglais peut être téléchargé ici :

https://focusweb.org/sites/www.focusweb.org/files/LandStrugglesIII_HIRES.pdf.



Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>